Bulletin de Liaison
NSAE
Numéro 35 – mai-juin 2020

Sommaire :

Editorial page 2
Faire connaitre NSAE, une priorité page 3
La révolution antiterroriste page 4
Témoignages des groupes page 13
Célébration de l'AG et résultats des votes page 17
Comptes-rendus des Ateliers Liberté et Solidarité page 19
Communiqué de presse NSAE page 22
Oser enfin être chrétien autrement page 23
ASSEZ page 24
Il n'y a pas de messe « privée » page 25
L'humain d'abord page 27
Il faudra bien qu'il y ait un après page 28
Face à une crise économique inédite :
le nécessaire engagement massif de l'Etat page 29
De la fabrique du sacré à la révolution eucharistique :
Quelques propos sur le retour à la messe page 36
L'Eglise doit sortir de son confinement spirituel page 43
Nouvelle normalité page 47
Courrier page 48

Éditorial

Enfin voici ce nouveau bulletin qui a failli ne pas voir le jour ! Oui une période très étrange et non encore terminée nous a figés sur place ! Il me faut prendre de vos nouvelles : vos épreuves, vos découvertes, vos expériences, vos états d'âme…. Pourquoi ne pas nous les partager ?
Notre planète brûle, …et nous regardons ailleurs (a dit Jacques Chirac le 2 septembre 2002 au IVème sommet de la Terre)
Je vais commencer ce bulletin en vous commentant notre dernière AG des 8 et 9 février derniers. Nous étions une bonne quarantaine et les retrouvailles furent joyeuses. Nous avions un intervenant, François Thuillier auteur de ***« La révolution antiterroriste – Ce que le terrorisme a fait de nous ».*** Une retranscription très fidèle par Lucienne vous en donnera toute la saveur. Et puis 2 ateliers, l'un sur la Liberté et l'autre sur les Solidarités. Ensuite, les témoignages de 3 groupes Cantal, Cher et Hérault nous montrent que NSAE est bien vivante aussi en régions. Une très belle célébration, en communion avec tous les absents, nous a réunis autour d'une belle table. Elle a été préparée par l'ensemble du groupe NSAE 34, représenté par Marie-Thérèse et François Cuq, et nous avons chanté, animés par la belle voix de Didier.
Cette AG étant statutaire vous aurez également le résultat des votes et le nouveau Conseil d'administration élu pour 2 fois 2 ans !

J'en viens à cette période qui démarre après un confinement de 8 semaines…le 11 mai 2020. Pléthore de témoignages et foisonnement d'idées et de paroles glanées ça et là : « Ce moment comme une chance de transformation, sortir de nous-mêmes, rester dans un moment collectif - tirer les conséquences dans un monde plus fragmenté que jamais - par-dessus tout cette solidarité dans les villages, les petites villes et les immeubles - l'engagement des soignants - s'engager pour le climat - un révélateur des inégalités - une résilience collective - la société peut insuffler le changement - prévenir la famine ici et dans les pays en développement - l'émotion doit être suivie de réflexion - des solutions à construire ensemble - le sursaut de créativité - le monde à venir doit être celui de l'essentiel - redonner le sens des limites - on ne travaille bien qu'ensemble » paroles glanées ça et là…

NSAE s'est manifesté par le communiqué : **le positionnement de la hiérarchie catholique.** Dans notre entourage, plus de rencontre, plus d'embrassade ni de poignée de main mais des écrits multiples en écho à ce que nous vivions, confinés chacun chez soi. Heureusement les rendez-vous du 20h provoquaient des applaudissements et des BRAVOS à nos soignants, caissières, éboueurs, facteurs, boulangers, tout ce monde effacé et invisible à certains et qui nous est indispensable pour VIVRE. Des prises de paroles marquantes dont les titres sont évocateurs : "Oser enfin être chrétiens autrement", "Il faudra bien qu'il y ait un après", "ASSEZ", "Il n'y a pas de messe privée", "L'humain d'abord", "Il faudra bien qu'il y ait un après", "Face à une crise économique inédite : le nécessaire engagement massif de l'État" vous apporteront le fruit bien mûri de philosophes, sociologues, économistes, clercs, etc.
Les 2 derniers articles : "De la fabrique du sacré à la révolution eucharistique - Quelques propos sur le retour à la messe" et "L'Eglise doit sortir de son confinement spirituel" pourraient nous amener à en débattre. Une page "Courrier" pour vous donner l'envie justement de nous écrire…
En attendant, bonne lecture à tous,
Fraternellement

Françoise Gaudeul

Ps - Désormais, le Bulletin sera envoyé uniquement par internet pour ceux qui ont une adresse courriel. La version papier continuera à être servie pour ceux qui ne sont pas connectés

Faire connaître NSAE, une priorité !

Une adhérente qui a participé à notre dernière assemblée nous dit ceci :
« Alors que de nombreuses voix s'élèvent dans le monde entier pour dire que «l'APRES» ne sera en rien comme avant, NSAE reste une force de proposition, une vision fraîche pour une Eglise du renouveau. »
Adhérents d'aujourd'hui nous avons besoin de votre aide pour faire connaître NSAE auprès de vos amis, de vos contacts. Le Développement de NSAE dépend de nous tous. Une feuille d'adhésion est donc à votre disposition dans ce bulletin, faites en bon usage !
Nous allons réaliser un nouveau flyer, pour les raisons suivantes :

- L'adapter à la vie de notre mouvement
- L'actualiser en fonction de nos pistes de réflexion et d'action en société, en Eglise, pour accrocher d'autres adhésions
- Elargir notre réseau, notre audience, en particulier près d'un public plus jeune.

André THIREAU

Assemblée Générale 2020

La révolution antiterroriste

Retranscription de la conférence donnée par François Thuillier, auteur de « La révolution antiterroriste – Ce que le terrorisme a fait de nous » [1]

Introduction

J'ai passé la première partie de ma vie professionnelle dans les services de renseignements antiterroristes. La plupart d'entre eux ont soit changé de nom, soit disparu.
Une trentaine d'années à parcourir un peu en sentinelle les parvis de la république, et c'est du seuil de cette république qu'on la comprend le mieux.

Depuis 3 ans, je suis chercheur associé dans une petite équipe qui s'appelle «Culture et conflits» et qui est un peu le courant en France du courant des études critiques de sécurité et dont l'objet est de déconstruire le discours habituel sur la sécurité et quels sont les déterminants et les limites de ce concept de sécurité, moi-même m'intéressant plus particulièrement aux questions de violence politique.

Ce que j'ai voulu explorer, c'est ce concept de révolution antiterroriste. Cette révolution antiterroriste est à mon sens l'histoire d'une radicalisation de la république que l'on pourrait mettre en miroir de cette autre radicalisation dont on nous parle tous les jours, cette radicalisation islamiste terroriste. Comme si ces deux radicalisations, celle de l'État dans sa répression du terrorisme et celle du terrorisme lui-même, étaient un peu une montée aux extrêmes en miroir l'une de l'autre depuis une trentaine d'années. Et je resitue cette radicalisation antiterroriste dans le cadre plus général de la révolution conservatrice qui saisit l'Occident depuis la même époque, la fin des années 1980. On peut ne pas me suivre sur ce terrain, mais c'est pour moi le cadre général le plus plausible dans lequel replacer ce petit sujet qui est la révolution antiterroriste et la radicalisation de la lutte antiterroriste en France depuis à peu près une vingtaine d'années.

Voilà le cadre général que je voudrais décliner devant vous. Je vais le faire en plusieurs parties.

• Une première partie essaye de voir quelles ont été les étapes extrêmement bien identifiées, jalonnées dans le temps, de cette radicalisation antiterroriste.

• Une deuxième partie : quelles sont les causes de cette radicalisation antiterroriste.
• Une troisième partie : les facilitateurs. Qu'est-ce qui a facilité cette doctrine antiterroriste sur notre sol et pourquoi nous nous sommes rangés comme un seul homme derrière elle.
• Dans une quatrième partie : les conséquences aujourd'hui, notamment politiques. Et quelles solutions ?

1 – Les étapes

Au début des années 1980, nous avions un modèle «latin», un modèle républicain de la lutte antiterroriste, modèle laïque qui était spécifique à la France. On imagine bien que chaque pays développe en son sein une doctrine de lutte contre les violences politiques qui lui est propre. Elle est le fruit de son histoire, de ses institutions, de l'équilibre de ses pouvoirs. Et tout cela donne une doctrine qui est le reflet de l'état politique d'une nation à un moment donné dans sa manière de domestiquer ses pulsions violentes, internes ou externes.

Si on remonte au début des années 1980, une décision extrêmement importante a été prise, en 1982 : la suppression de la Cour de Sureté de l'État. Cette suppression a envoyé un signal très clair : on est désormais capables de lutter contre le terrorisme à droit constant, avec le droit commun. Il n'est plus nécessaire d'avoir recours à une justice d'exception.

Mais chaque fois qu'il y a des attentats sur le sol français, s'en suivent une crispation immédiate du pouvoir et une radicalisation de la lutte antiterroriste. C'est ce qui s'est passé dans les années qui ont suivi immédiatement 1982 : il s'est passé en 1986 une série d'attentats sur le sol français, notamment à Paris, qui étaient d'origine chiite libanaise, et en 1995-96, une autre série d'attentats d'origine sunnite algérienne. Ces deux séries ont provoqué une crispation du pouvoir et une dramatisation de la menace que le pouvoir politique a été bien obligé de prendre en compte et qui ont eu pour conséquence une modification de notre droit, mais – et c'est important de le noter – dans un sens national. On a vu une radicalisation de notre lutte, mais dans un sens qui n'avait rien à voir avec ce qui se passait à l'étranger. En 1986 on a en quelque sorte rétabli ce qu'on avait supprimé en 1982. On crée un parquet et des juges d'instruction spécialisés dans l'antiterrorisme, des juges qui n'ont plus fait que ça, qui se sont spécialisés dans la lutte antiterroriste.

En 1995-96, on a créé une nouvelle incrimination antiterroriste, qui s'appelle *l'association de malfaiteurs antiterroristes*, qui était là aussi une crispation assez importante. On n'avait jamais remonté aussi loin en amont de l'acte terroriste pour interpeller des gens. On ne se contente plus de les interpeller sur les preuves d'un passage à l'acte, on remonte très en amont de l'acte terroriste lui-même. Un certain nombre d'actes préparatoires ou des liens entre des individus en vue de commettre un acte terroriste étaient désormais devenus suffisants pour les interpeller.

Donc ces deux phases : 1988 et 1995-96, ont signifié clairement un raffermissement, une crispation du pouvoir et une aggravation de la lutte antiterroriste, mais dans un contexte purement national. Nous avons d'ailleurs été les seuls à avoir cette orientation, les autres États réagissant de manière différente.

S'il fallait citer une année pour le point de bascule où on a changé de modèle, ce serait l'année 2007. Ce n'est pas un hasard, c'est l'année d'élection de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République.

On dispose dans l'histoire de l'administration et en sociologie administrative ce qu'on appelle les « livres blancs ». Ce sont des documents sur un objet particulier, endossés par l'administration, généralement édités par les services du Premier ministre, mais qui sont le fruit d'arbitrages. En 2006, il y a eu un livre blanc sur « la France face à la menace terroriste », document qui a fait l'objet d'arbitrages très serrés et sur lequel pourront se pencher les anthropologues dans quelques décennies.

En 2006, Nicolas Sarkozy était ministre de l'Intérieur et Dominique de Villepin était Premier ministre. Il y a eu une confrontation de doctrines, d'opinions, d'idées sur ce sujet de l'antiterrorisme. Ce livre blanc de 2006 est le dernier témoignage d'une doctrine française en matière de lutte antiterroriste.

Je prends deux exemples particuliers. Il a été refusé, dans ce document, d'utiliser le terme de « guerre antiterroriste », c'est-à-dire que c'est le dernier document officiel français dans lequel il est dit qu'on doit lutter contre le terrorisme comme un simple crime, avec les outils du droit, avec la police au profit de la justice. On refuse donc le terme de guerre, le terme philosophique de guerre antiterroriste.

De la même manière, on va refuser d'inscrire dans ce livre blanc le terme de terrorisme islamiste. Donc, il n'y a pas de terrorisme islamiste. On refuse d'utiliser le terme de djihadisme, connoté religieusement, par égard à notre communauté musulmane présente sur le sol français et par égard à un certain nombre de pays musulmans alliés qu'on ne veut pas mettre dans l'embarras ou en tous cas stigmatiser par ces termes qui jettent un regard oblique sur une religion en particulier.

Voilà donc le dernier témoignage, comme une étoile dont on continue à percevoir la lumière, mais qui a cessé de briller et cessé d'exister. C'est, en 2006, le dernier témoignage d'une doctrine française qui va ensuite s'étioler dans le temps et de manière assez rapide.

En 2007, c'est l'élection de Nicolas Sarkozy. En 2008, un livre blanc sur un sujet un peu annexe, connexe sur la défense et la sécurité intérieure, connoté militairement, va traiter du terrorisme d'une tout autre façon. En deux ans, la doctrine française se sera rendue perméable à d'autres notions importées de l'étranger. J'en citerai une en particulier, développée dans ce livre blanc, c'est **le concept de sécurité nationale**.

C'est un concept extrêmement sulfureux. Je ne vais pas entrer dans les détails. C'est un concept importé des mouvements d'extrême droite d'Amérique du Sud, qui a eu un certain nombre de conséquences très concrètes en manière d'appréhension de la menace. Par exemple le concept devenu aujourd'hui très commun de continuum entre la sécurité intérieure et la sécurité extérieure. Il existerait une perméabilité des frontières qui ferait que tout problème de sécurité intérieure serait le fruit, l'objet d'un problème de sécurité plus important. Une espèce de continuum de menaces qui mettrait dans le même sac des peurs l'immigration clandestine, le trafic de drogues, la criminalité organisée, le terrorisme bien évidemment, le communautarisme. Tout cela serait le fruit d'une espèce de chaos international contre lequel il faudrait lutter. Évidemment, en s'alliant avec les grandes puissances que sont les États-Unis ou le monde anglo-saxon en général comme une espèce d'héritage de la guerre froide.

Alors ce concept de sécurité nationale va être un petit peu le cheval de Troie qui va faire entrer sur le sol français une doctrine bien plus anglo-saxonne de lutte contre le terrorisme.

Dans les années qui vont suivre, il va y avoir de nouveaux attentats sur le sol français. En 2012, l'affaire Merah à Toulouse ; en 2015 les affaires *Charlie Hebdo* et *Bataclan* à Paris.

Alors que les attentats de 1988 et 1995 avaient donné lieu à une suite purement nationale, républicaine, laïque, que je qualifie dans mon livre de « latine », en 2012 et 2015, la réaction est complètement différente. En 2012 on voit apparaitre, suite à l'affaire Merah, le nouveau concept de radicalisation, à la faveur de quelque chose de très particulier, de conflit d'agences, de services.
Les journalistes de manière générale ne sont pas très curieux de ces affaires-là ; ils ne s'intéressent pas à la lutte antiterroriste. En général, ils s'intéressent à l'attentat, le bon gros attentat, qui fait de l'audience, de l'image, de la vente de journaux et qui invite à toutes les simplifications, tous les anathèmes. Mais la lutte antiterroriste qui le précède est trop complexe, trop politique ; les journalistes manquent de source sur ces

sujets-là. Les journalistes d'investigation en France s'y intéressent fort peu. Après l'affaire Merah, par contre, il y a eu dans les journaux pas mal d'articles qui ont critiqué les services français, en particulier la DCRI qui a été critiquée pour avoir mal évalué la dangerosité de ce M. Merah, qu'elle suivait depuis plusieurs années, et avoir laissé dans la nature quelqu'un qui s'est révélé être extrêmement dangereux, ce qui lui avait échappé.

Dans une moindre mesure, le RAID qui a donné l'assaut à l'immeuble de Merah a également été critiqué pour ne pas avoir su interpeller quelqu'un qui était retranché seul chez lui et sans otage. De l'extérieur, ça paraissait une opération simple à réaliser.

Donc, les services antiterroristes français sont critiqués, affaiblis devant l'opinion publique et une nouvelle agence, en fait ancienne, est parvenue sur le devant de la scène grâce à ce concept de sécurité nationale c'est le *secrétariat général de la Défense et de la Sécurité nationale* (SGDSN). Il sort un **plan de lutte contre la radicalisation** pour se faire de la pub alors que le gouvernement est un peu désemparé. On est en 2012, en pleine campagne électorale pour les élections présidentielles et les hommes politiques sont en demande de réformes, d'idées nouvelles sur le sujet de la lutte antiterroriste. Et donc on sort ce « nouveau » concept, qui est relativement ancien, qui vient du Royaume-Uni et des États-Unis, qui a été imaginé pour des pays de tradition communautaire et de religions d'État, c'est-à-dire des pays qui sont organisés politiquement sur un modèle totalement contraire à ce que nous faisons en France.

Donc, on va chercher un modèle étranger et on va l'appliquer en France ; c'est ça qu'il faut faire.

Évidemment, les politiques se saisissent de ce hochet et vont l'appliquer de force, à l'encontre de notre tradition politique sur le sol français :
- 2012, affaire Merah ; réaction presque internationale. On se tourne vers l'étranger pour importer des mesures qui n'ont pas été pensées pour nous.
- Bataclan 2015 ; on va, là aussi, importer de l'étranger une mesure qui s'appelle « **contreterrorisme** ».

Le contreterrorisme, c'est vieux comme le monde, c'est l'idée qu'il faut utiliser contre les terroristes les armes qui sont les leurs. On va aller attendre le terroriste dans sa tanière, avec les mêmes armes que lui, le même vocabulaire que lui. Le contreterrorisme, c'est retourner cette logique de la terreur, « terroriser les terroristes », disait Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, c'est-à-dire qu'il faut user contre les terroristes de la même violence, de la même brutalité qu'eux-mêmes utilisent contre nous, faisant fi de l'État de droit, allant même jusqu'à appliquer des mesures illégales et extrêmement brutales. C'est quelque chose qui s'est toujours fait, mais qui se faisait discrètement. On ne criait pas sur les toits qu'on allait faire des assassinats ciblés. Ce qui change avec l'antiterrorisme, c'est qu'on le fait publiquement. On le crie haut et fort dans les médias, dans les livres, ce qui change complètement les choses. Ce qui était fait discrètement sur le terrain devient un outil de politique publique, un outil de communication, ce qui en change complètement la nature.

C'est le premier changement suite à l'affaire du Bataclan, qui avait évidemment produit un émoi dans la population.

La deuxième conséquence, c'est **l'état d'urgence**. On a eu recours à une loi qui remontait à la guerre d'Algérie, avec recours à un tribunal administratif. On a appliqué cet état d'urgence et on est allé au-delà en faisant entrer cet état d'urgence dans la loi ordinaire, avec une loi votée par le parlement fin octobre 2017.
La plupart des mesures de cet état d'urgence font désormais partie de notre droit positif, constant. Cette logique de l'état d'urgence de faire entrer la société française dans un état de crise permanente est un outil de politique publique, motivé par l'affaire du Bataclan et de Charlie Hebdo, mais hérité de l'étranger.

2 – Quels ont été les causes, les déterminants, les stimulateurs ?

J'en citerai deux, qui me semblent les plus importantes.
Il faut bien avoir en tête qu'il n'y a pas eu de débat démocratique ni à l'Assemblée ni dans les médias, ni dans l'opinion publique. Ce changement qui est important, la manière dont un pays domestique sa violence publique interne, le noyau dur du pouvoir régalien en France, n'a pas fait l'objet d'un débat démocratique.

La première cause est étrangère. C'est l'influence du soft Power anglo-saxon, dont c'est la politique depuis les années 2000, qui a trouvé là le moyen d'intensifier son influence sur le continent européen.

En 1989, c'est la chute du mur de Berlin et quelques mois plus tard l'affaire des *Versets sataniques* de Salman Rushdie. Cette concomitance a été vue comme une divine surprise par les stratèges américains qui ont trouvé là, entre la chute du mur de Berlin qui était la fin du cadre stratégique qui était le leur, celui de la guerre froide, et l'affaire des *Versets sataniques* de Salman Rushdie une sorte de changement de paradigme du cadre de l'influence anglo-saxonne.
Les think tanks conservateurs américains, on le sait maintenant, ont reporté leurs travaux sur cette nouvelle menace par laquelle ils ont remplacé la menace de la guerre froide qui, à leurs yeux, s'affaiblissait.

Les attentats de 2001 aux États-Unis n'ont pas provoqué de changement de doctrine en Europe. Pas encore. Ce qui aura été déterminant, ce sont les attentats de Londres en juillet 2005. À ce moment-là, le Royaume-Uni prend la présidence du Conseil de l'UE. Or le Royaume-Uni développait justement sur son sol, depuis quelques années déjà, une politique qui lui était particulière de **lutte contre la radicalisation**, et qui était l'héritage de cette organisation communautaire qui est la sienne et l'idée qu'il n'y a pas de citoyenneté générale britannique. Il y a des communautés juxtaposées, chaque communauté étant renvoyée à elle-même pour s'auto-organiser, laissant une grande place aux traditions, aux religions, et donc une vision contraire à la tradition d'intégration républicaine française. L'idée selon laquelle ces religions étrangères sur le sol britannique devaient s'organiser et le pouvoir britannique les prenait en compte en tant que puissance tutélaire.

Donc, au moment où le Royaume-Uni prend la présidence du Conseil de l'UE, l'empathie à son égard est grande et Londres en profite pour imposer à l'ensemble des capitales européennes son propre modèle de lutte antiterroriste. Les capitales basculent les unes après les autres, en premier lieu les pays nordiques, en descendant jusqu'au sud de l'Europe et la France est le dernier pays à basculer dans le giron de cette influence britannique et à adopter le modèle britannique de lutte contre la radicalisation sur notre sol.

Tout s'est fait progressivement, après les attentats de Londres. Et c'est donc une influence étrangère qui se manifeste aujourd'hui sous le couvert de la fameuse **coopération antiterroriste**, c'est-à-dire que des États qui sont en conflits sur beaucoup de sujets s'accordent sur au moins un sujet qui est celui de la coopération antiterroriste.

La deuxième cause de ce changement, c'est **le marché**, une partie de ce marché qu'on a appelé le **capitalisme sécuritaire** et que d'autres appellent « les marchands de peur ».

Toute une frange de l'économie française s'est organisée pour tirer profit de cette nouvelle menace, avec un certain nombre de gens en France qui se sont spécialisés sur ces sujets – quasiment une mafia où vous avez des gens qui désormais vous proposent quasiment clé en main un concept qui va des substrats théoriques qu'est la nouvelle terminologie à la française, c'est-à-dire des gens qui ont pignon sur rue à l'université et qui vont développer ces nouvelles doctrines, jusqu'aux sociétés de conseil en sécurité.

Toute une frange du capitalisme français s'est repositionnée sur cette nouvelle menace, sur cette nouvelle théorie pour en tirer des profits, des bénéfices substantiels. Ça a réorienté une partie du marché sur cette nouvelle niche en quelque sorte, qui a ses propres marchés, ses propres salons, qui a désormais pignon sur rue dans les médias. Ce sont eux qui envoient tous ces fameux experts que vous voyez dans les médias vendre ces nouvelles doctrines, et ça génère un certain nombre de bénéfices, avec un effet levier économique important. Jusqu'aux sociétés de sécurité privées.

Donc voilà : la société anglo-saxonne et le marché auront été les deux causes du changement de nos doctrines sur le sol français de cette révolution antiterroriste.

3- Les facilitateurs

Qu'est-ce qui a permis que cette nouvelle doctrine s'impose aussi facilement sur le sol français ?
De fait, l'opinion publique française ne s'est pas opposée à cette nouvelle doctrine. Je dirais presque au contraire, aujourd'hui encore elle en redemande. Nous avons une opinion publique qui, dans son immense majorité, considère qu'elle est prête à renoncer à encore plus de libertés publiques pour plus de sécurité. Si vous regardez les sondages, les gens font le lien entre le fait d'abandonner certaines de leurs libertés et le prix d'une plus grande sécurité, pensant que les deux notions sont inversement proportionnelles, c'est-à-dire que plus on va abandonner de libertés plus on va acquérir en rétribution plus de sécurité. Les gens en redemandent, considérant qu'on est en guerre. La majorité des Français considèrent qu'on est en guerre contre le terrorisme, et pour une petite majorité contre l'islam lui-même.

Donc l'opinion publique a basculé comme un seul homme dans cette nouvelle doctrine. C'est une doctrine plutôt séduisante pour des gens qui ne connaissent pas grand-chose à ce sujet, en tout cas dont les outils de réflexion s'arrêtent au journal télévisé et au pire aux réseaux sociaux, et ne vont pas nécessairement chercher plus loin pour aiguiser un peu leur jugement sur la question.

Je vais prendre l'exemple de **la lutte contre la radicalisation**. C'est une thèse très séduisante. Quand un meurtre se produit dans une communauté, et le pire d'entre eux un meurtre incompréhensible qui s'attaque à des innocents, la première réaction va être de se mettre à distance du meurtrier – cette personne ne fait pas partie du groupe – de l'affubler de tout un tas de caractères qui vont le différencier du groupe lui-même, de mettre une distance, je dirais sanitaire, entre le groupe et elle pour vraiment rejouer à chaque fois le jeu de l'interdit de tuer – ça aurait pu être moi. On l'affuble de tout un tas de caractères qui vont le différencier de nous. En général le réflexe d'une communauté, après le geste terroriste, c'est de dire deux choses.

Premièrement, il est étranger, il vient de l'étranger, on est frappés de l'extérieur. C'est quelqu'un qui vient du dehors des remparts, qui s'est introduit de l'étranger pour nous frapper. Ce n'est pas un des nôtres.

Le deuxième réflexe, c'est de dire : il est fou, seul un fou peut faire une chose pareille.

Ces deux anathèmes se révèlent inopérants en l'espèce, puisque la plupart du temps ces terroristes ne viennent pas de l'extérieur, mais de chez nous. Ils ont grandi chez nous, dans nos écoles. Ils ont été abreuvés à la mamelle de la république. Et la deuxième chose, ils ne sont pas fous, loin s'en faut. La population terroriste à l'échelle mondiale est en meilleure santé mentale que la population en général. Il y a des traits de caractère généraux : une carence affective, une image du père un peu dégradée. Mais cela n'en fait pas des fous. Ils ont une démarche très rationnelle.

Ils ne sont pas étrangers, ils ne sont pas fous, il va falloir trouver une distance pour les différencier de nous, et on trouve le concept de « radicalisé » : ils sont radicalisés. Ça permet d'avoir une description de la montée en puissance du radicalisé comme celle du loup-garou : la barbe pousse, ce sont des choses visibles.

Le fichier des radicalisés, c'est 20 000 personnes. Des personnes qui sont dans une zone de droit un peu floue, où elles ne sont ni innocentes ni coupables. On les met un peu en marge : elles sont différentes de nous. Et puis le vieux fond chrétien, quand même, qui reste au sein de nos sociétés, nous fait penser « on va pouvoir les faire revenir », on va les « déradicaliser », les faire redevenir nôtres, avec des moyens extrêmement importants et coûteux.
Il y a une autre théorie également dans une zone grise : les fichiers S. Il y a environ 30 000 fiches S, dont 12 000 islamistes. Elles devaient rester secrètes.

Donc, des thèses séduisantes que l'opinion publique adopte grâce à des phénomènes qui sont très bien étudiés en psychologie sociale, notamment le phénomène de faire un.

Quand une société est attaquée de l'extérieur, sa réaction de survie est de se regrouper, quel que soit le prix à payer. Pour survivre, le groupe se recroqueville sur des valeurs communes, fussent-elles contestables (cf. « Le discours de la servitude volontaire » de La Boétie). Il faut lire Solomon Asch, qui a inspiré en grande partie les travaux de Milgram et qui a étudié ça très bien dans les années 1970. Il a étudié la manière dont quelqu'un dans un groupe est amené à mentir pour continuer à faire partie du groupe. À partir d'un certain moment dans une société, où celle-ci adopte des positions qui sont contestables ou simplement pas pertinentes, tout le monde bascule pour ne pas se désolidariser des autres. Et c'est ce qui se passe avec la nouvelle doctrine antiterroriste.

Un deuxième vecteur du regroupement, étudié dans les années 1970 par les laboratoires de psychologie sociale, c'est ce qu'on appelle la « Terror management theory » (la théorie du management par la peur). Quand un groupe est victime de peur collective, ses membres vont surjouer les valeurs qu'ils estiment être le ciment de la communauté. On exclut celui qui nous est désigné comme faisant partie du groupe agresseur, et ici le stéréotype du musulman agresseur, de l'islamiste agresseur. On n'écoute pas les gens qui sont en dehors des stéréotypes. La plupart des organisations musulmanes condamnent les attentats, mais on ne les entend pas, parce que ces condamnations font partie des stéréotypes qui justement sont véhiculés dans ce genre de situation. En 2015, les salafistes français ont condamné les actes du Bataclan, mais c'est inaudible pour les médias français. Ce n'est pas relayé et on est dans une simplification à l'extrême du débat.

Donc voilà quels ont été les facilitateurs.

4 – Quelles sont les conséquences aujourd'hui de cette révolution antiterroriste ?

Il y en a deux à mes yeux.

La première, je l'appelle l'effet TINA [2] : il n'y a qu'une seule doctrine de l'antiterrorisme. Elle a pris le pas sur tout et elle est partagée par l'ensemble de l'échiquier politique de la gauche libérale à la droite extrême où vous n'avez qu'une seule note, une seule doctrine, qui est à des échelles différentes, avec des vocabulaires différents, chacun l'exprimant avec ses mots, mais vous avez la même politique antiterroriste, ce qui a pour effet de blanchir le vocabulaire de l'extrême-droite. Et qui a eu pour effet de légitimer les thèses de l'extrême-droite dans son rapport à l'étranger. Je crains que tout ce discours sur l'antiterrorisme ait été la porte d'entrée de cette lepénisation des esprits, parce qu'on n'y a pas pris garde, qu'aujourd'hui on prend pour évidence des choses qui sont des mensonges et que la lutte antiterroriste aura représenté – on le saura peut-être en 2022 – le cheval de Troie de la lepénisation des esprits, en véhiculant ce discours sur la violence, sur l'islam. Tout le monde dit « no passaran », mais je crains qu'il soit déjà passé dans les esprits par ce biais-là de la lutte antiterroriste, et ça me fait mal au cœur de savoir que le domaine sur lequel j'ai travaillé depuis 30 ans aura peut-être ouvert la porte et la fenêtre à un changement de régime qu'on aura sans doute à regretter dans les années qui viennent.

Deuxième conséquence de cette révolution antiterroriste, nous avoir affaiblis face au terrorisme. Mon propos n'est pas de me battre pour défendre les libertés fondamentales, les libertés publiques. C'est vrai que cette doctrine est attentatoire aux libertés, bien sûr. C'est suffisamment documenté par les organisations des droits de l'Homme qui le font bien mieux que moi avec de meilleurs arguments moraux.

Mon combat, c'est d'améliorer notre efficacité face à cette violence aveugle qui frappe des innocents. Or il se trouve que sur le terrain de l'efficacité on a également déposé les armes, on s'est affaiblis. On a donné des armes et des victoires aux terroristes beaucoup trop facilement.

Leur première victoire a été que les terroristes veulent être considérés comme des musulmans, comme l'avant-garde d'une espèce d'Oumma fantasmée, les porteurs de glaive de l'islam. C'est ce qu'ils souhaitent qu'on les reconnaisse. On l'a fait. On les reconnait comme tels. On a placé le terrain de la lutte antiterroriste sur le terrain de l'islam, de manière plus ou moins ouverte, plus ou moins hypocrite, mais on l'a fait. Quand on fait un lien dans le calendrier entre la lutte antiterroriste et la réorganisation de l'islam de France, on ne fait pas autre chose. On va encore accréditer la thèse qu'en cette période violente on va réorganiser l'islam de France. C'est criminel de faire un lien, ne serait-ce que subliminal, entre les deux notions qui n'ont rien à voir l'une avec l'autre. On leur a accordé ce privilège de parler au nom de l'islam. Certes, un islam dévoyé, un islam minoritaire, mais un islam tout de même. On les reconnait comme musulmans, ce que les musulmans ne font pas.

Ils voulaient également qu'on leur déclare la guerre, qu'on les traite en égaux, finalement, qu'on les considère comme étant des guerriers d'une armée, avec des doctrines, un projet de société. Eh bien, qu'à cela ne tienne, déclarons-leur la guerre de manière tout à fait officielle. Devant le Congrès réuni à Versailles, François Hollande leur a fait une déclaration de guerre.

Donc on utilise ce terme de guerre à mon sens là aussi beaucoup trop généreusement. Et on fait d'eux les égaux de ce que nous sommes, quand même la cinquième puissance mondiale. On fait de Daesh une espèce d'armée ennemie qui serait miroir de notre puissance et ce faisant on leur donne une puissance qu'ils ne méritent pas.

À chaque fois, on leur offre des victoires sans doute bien trop faciles. Des victoires sémantiques, des victoires symboliques qui à chaque fois les renforcent. Et je pense que c'est une conséquence malheureuse.

5 – Conclusion

Quand on parle de terrorisme, on ne parle rarement que de ça. Parler de terrorisme, c'est parler de la violence, c'est parler de l'État, c'est parler de la politique.

On arrive, il me semble, avec cette révolution antiterroriste un peu à la fin d'un cycle. C'est un peu le symptôme d'un État vieillissant, d'un régime vieillissant et de valeurs qui seraient peut-être à réinventer.

On a voulu, après la Seconde Guerre mondiale, réécrire des projets de société. J'aime beaucoup Simone Veil – vous aussi sans doute – à qui on avait confié à la fin de la Seconde Guerre mondiale d'écrire un projet de société sur de nouvelles bases, ce qui a donné *L'enracinement*.

Le terrorisme lui-même pourrait être l'occasion de cette page blanche à partir de laquelle nous pourrions rebâtir un projet de société sur de nouvelles bases puisque, finalement, l'État et la population sont arrivés à ce paradigme de fin de cycle.

L'État qui se radicalise, qui ne trouve plus dans la lutte antiterroriste que la dernière légitimité, sa raison d'être, en quelque sorte, malmené par le marché et la corruption. Donc, il trouve dans le terrorisme une dernière raison d'être, dans laquelle il s'engouffre avec une brutalité importante. Rappelons qu'un chien qui aboie, c'est qu'il a peur et que la brutalité n'est pas la force. Au contraire, la brutalité est un aveu de faiblesse.

Et puis la population, nous qui nous regroupons sur ces bases un peu fausses, un peu artificielles, qui nous fragilisons nous-mêmes face à la menace terroriste, de manière un peu fausse.

Je crois que tout ça mériterait un sursaut. Et, en tout cas, le terrorisme pourrait être cette occasion de nous rassembler sur de nouvelles bases. Ou, en attendant, de réfléchir à ce que nous sommes devenus nous-mêmes.

Notes :
[1] Voir :
https://nsae.fr/2020/01/26/la-revolution-antiterroriste/
https://nsae.fr/2019/12/30/terrorisme-islam-et-guerre-des-mots/
[2] « There is no alternative », slogan politique couramment attribué à Margaret Thatcher traduit en français par « Il n'y a pas d'autre choix » ou « Il n'y a pas d'alternative ».

NSAE-Montpellier

Nous recensons à ce jour 21 « membres », mais seulement 18 assistent à nos réunions : les 3 autres ont atteint des âges ou des états de santé incompatibles avec des déplacements.
Il s'est passé un phénomène nouveau cette année : le changement de prêtre sur la paroisse a abouti à la publication de nos réunions sur la feuille paroissiale, avec la mention « animée par Gui Lauraire »
Gui ayant passé 6 ans hébergé sur la paroisse, (avant d'intégrer une maison de retraite en décembre) cette seule mention a suffi à amener 4 personnes nouvelles à la dernière réunion, dont une s'est immédiatement « inscrite » à l'équipe. Deux autres, « en recherche », on rejoint l'équipe cette année par relation avec certains membres. Nous sommes donc dans une année de « renouvellement

- **Sur nos activités :**

Notre réunion mensuelle commence d'habitude par un tour de table des états de santé, principalement des absents… Puis c'est l'actualité, sociale, ecclésiale, paroissiale… qui alimente nos débats. Et enfin, après avoir suivi la lecture du livre de Gui "On n'enterre pas la lumière ", nous suivons depuis deux ans celle du livre de J Arregi "Jésus pour le monde d'aujourd'hui". Ces lectures ne progressent qu'à très petits pas car une seule phrase ou idée peut suffire à alimenter toute une réunion… Pour l'an prochain le projet est d'entamer "Jésus, approches historiques" de José Pagola.

Nous avons l'immense richesse de compter Gui, René… parmi nous : leurs apports éclairent souvent bien des lacunes dans nos connaissances ou compréhensions bibliques. Les choses compliquées deviennent simples quand ils nous en parlent…
Cependant, il nous a été fait remarquer qu'il faut se méfier du risque de tomber dans le travers du "Je détiens la vérité", si facile dans cet "entre-nous".

La célébration de l'AG servira à notre équipe de célébration de Pâques.
Nos réunions se terminent toujours par un repas partagé (sans se concerter, chacun apporte ce qu'il veut, et ça tombe toujours très bien…).

Marie-Thérèse et François Cuq

Regards sur la vie du groupe NSAE-Cantal pour ses 25 ans !
Mutation et naissance

13 JANVIER 1995 :
Jacques Gaillot, jusque-là évêque d'Evreux, est "muté" dans le diocèse de Partenia, enfoui dans les sables algériens de puis le Vème siècle. L'Algérie, Jacques connaît puisqu'il y a fait son service militaire de 1957 à 1959 ! Plutôt que de s'attarder à évangéliser les fennecs, il devient évêque "*pour la multitude*" et porte alors le message bienveillant et libérateur de l'Evangile à ceux et celles qui ont tant faim et soif d'humanisation.

13 JANVIER 1995 :
Eruption volcanique au pays des châtaignes ! En quelques heures, une centaine de cantalien.ne.s font un sit-in devant le 48 avenue de la République, où loge notre épiscope lorsqu'il descend du siège de l'évêché (St Flour) dans le très laïc chef-lieu du Cantal, Aurillac. Ente les deux villes : 80 km, 2h de route et un siècle d'écart de mentalité…
Donc, bronca générale, feu d'artifice de questions, décision de se retrouver pour agir. De fil en aiguille, de réunion en réunion, après la fonte des neiges et le dépôt des moraines, quelques originaux et quelques aventureuses tentent de "*faire église autrement*". Nom de baptême du groupe des rescapé.es : NSAE15.

13 JANVIER 2020 : NSAE15 a donc 25 ans. Et que fait-elle pour son anniversaire ? SA CRISE ! (du grec Krisis : DECISION). Voilà que NSAE15, carrément, se met à prendre au sérieux les propos du pape François en août 2018 sur la participation active des laïcs, exigence de leur condition de baptisés : "*Il est impossible d'imaginer une conversion de l'agir ecclésial sans la participation active de toutes les composantes du peuple de Dieu. Il est nécessaire que chaque baptisé se sente engagé dans la transformation ecclésiale et sociale dont nous avons tant besoin*".

Et nous voilà partis à essayer, nous avons bien dit ESSAYER, de faire naître une : "*Communauté de vie identifiée dans un territoire*". Quelques nouvelles de notre GCDE (grossesse collectivement désirée et engagée) ? L'enfant remue pas mal dans toutes les matrices (même les hommes du groupe sont enceints !) l'accouchement se fera par les voies naturelles ('une réunion d'échanges et de propositions croisées), sans forceps (c'est une invitation, pas une convocation). Affaire à suivre…

Anne-Marie et Paul Hermet

Le groupe NSAE Cher est composé de 14 membres dont au minimum une dizaine se réunit toutes les 6 semaines environ.

Chaque année, il s'agrandit ponctuellement de 4 ou 5 membres, au moment de la rencontre élargie que nous faisons régulièrement au mois de juin.

Les thèmes des rencontres proviennent en général du site NSAE, de la Newsletter, du bulletin de liaison, de Parvis, de Golias etc. et s'appuient sur des articles de nos devanciers que sont José Arregi, John Spong, Jacques Musset Jean-Marie Kohler ou, comme dernièrement, Michel Deheunynk, ou autres.

Cette année a été une année spéciale, avec le décès de 2 compagnons du groupe, Jean-Francis Aussudre et Philippe Grazon pour ceux qui les connaissent. Ils ont rejoint l'invisible à deux jours d'intervalle en juillet, après avoir été malades pendant plusieurs mois.

Mais nous avons aussi eu la joie d'accueillir Sylvie et Michel, qui rajeunissent le groupe. Sylvie était une fidèle des rencontres élargies, mais un travail prenant et une santé à certains moments déficiente faisaient qu'elle s'en contentait. Aujourd'hui, jeune retraitée, elle nous a rejoint pour une vie de groupe plus régulière avec Michel son mari.
Avec Olivier, Marie-Françoise et Jacques, ils sont ceux qui font baisser la moyenne d'âge du groupe !

Nos réunions commencent en général par une réflexion sur l'actualité sociale ou religieuse.
Un article de José Arregi sur le cléricalisme faisait suite au partage que nous avions eu sur le sujet, un autre à savoir l'édito de JP Blatz dans Parvis intitulé « nos sociétés sont-elles gouvernées par la peur » rejoignait un sentiment que beaucoup éprouvaient face aux attentats, un autre encore, tiré d'un « Golias » et intitulé l'hospitalité de Jésus, faisait le lien avec les conditions faites aux migrants dans nos pays européens et spécialement la France avec le comportement de Jésus face aux exclus de la société de son temps.

Mais dans plusieurs rencontres de cette année nous retrouvons des sujets liés à la vie du groupe c'est-à-dire, la maladie puis le décès de Jean-Francis et Philippe.

C'est ainsi que nous avons réfléchi sur l'article de José Arregi intitulé : « les morts sont vivants » où il nous partage sa conviction : « *je crois que tout ce qui meurt naît dans le tout, dans la mémoire ou dans la conscience universelle de tous les êtres, dans cet univers ou dans un autre, au-delà de l'espace et du temps, sous une forme qui nous est inconnue. Je crois que le souffle vital ne meurt pas, que la vie ressuscite sans cesse, que lorsque les cloches sonnent le glas, elles annoncent la vie* »

Il y a eu aussi notre rencontre élargie de juin colorée par ces événements (nos compagnons mouraient un mois après).

Rappelez-vous, nous étions en pleine canicule et plusieurs personnes ne sont pas venues à cause de la grosse chaleur qui les rendait fragiles.

Ça a donc été une rencontre plus intime.

Nous avions pris comme thème la prière, en nous appuyant sur un texte de Spong dont je vous partage la fin :
« *Je prie chaque jour. Ma manière de le faire est d'apporter à mon esprit ceux que j'aime, de les bercer dans le souci de sainteté qui semble habiter ma vie.*
Est-ce que j'attends que des miracles se produisent, que des vies soient changées ou que l'unité remplace ce qui est brisé ? Non, mais je m'attends à être rendu plus complet, rendu libre pour partager ma vie en profondeur avec les autres, afin de pouvoir aimer au-delà de mes limites et de voir abaisser les barrières qui me séparent de ceux qu'auparavant j'évitais.
Pour moi, la prière est la pratique de la présence de Dieu, l'acte d'embrasser la transcendance et le souci de partager avec autrui les dons de la vie, de l'amour et de l'être.
Cette compréhension de la prière, tellement débarrassée du miracle et de la magie peut-elle faire une réelle différence dans notre monde ? Je crois qu'elle peut le faire, qu'elle le fait et le fera. Au-delà de cette conclusion, je ne sais quoi dire ? Peut-être que j'ai dit tout ce qu'il fallait dire »

Après une réflexion et un débat, nous continuons toujours nos rencontres élargies par une célébration et nous nous inspirons très souvent de celle que nous avons vécue à l'AG.

C'est ainsi que le beau crédo que Michel avait proposé l'année dernière a été repris par notre groupe puis, comme faisant partie de notre soirée, nous partageons dans la joie le repas que chacun a contribué à rendre convivial.

Annie Grazon et Sylvie Nerrant-Blot

Préparée par l'équipe NSAE Hérault représentée par Marie-Thérèse et François Cuq, je vous rapporte le texte choisi des "Béatitudes" dans la traduction de Chouraqui et les commentaires qui ont suivi :

Créer c'est faire le vide pour que les choses puissent exister dans la plénitude – Pierre de Grauw

Matthieu 5,1-12

En marche ! *

1 Et, voyant les foules, il monte sur la montagne et s'assoit là. Ses adeptes s'approchent de lui. 2 Il ouvre la bouche, les enseigne et dit : 3 "En marche, les humiliés du souffle ! Oui, le royaume des ciels est à eux ! 4 En marche, les endeuillés ! Oui, ils seront réconfortés ! 5 En marche, les humbles ! Oui, ils hériteront la terre ! 6 En marche, les affamés et les assoiffés de justice ! Oui, ils seront rassasiés ! 7 En marche, les matriciels ! Oui, ils seront matriciés ! 8 En marche, les cœurs purs ! Oui, ils verront Elohîms ! 9 En marche, les faiseurs de paix ! Oui, ils seront criés fils d'Elohîms. 10 En marche, les persécutés à cause de la justice ! Oui, le royaume des ciels est à eux ! 11 En marche, quand ils vous outragent et vous persécutent, en mentant vous accusent de tout crime, à cause de moi. 12 Jubilez, exultez ! Votre salaire est grand aux ciels ! Oui, ainsi ont-ils persécuté les inspirés, ceux d'avant vous.

** « En marche, ashréi : Cette interjection à l'état construit revient quarante-cinq fois dans la Bible hébraïque. Elle dérive de la racine ashar qui revient seize fois dans la Bible et a pour sens fondamental la marche, le pas de l'homme sur la route sans obstacle qui conduit vers IHVH-Adonaï. Le sens de ce mot a dévié quand les LXX [Septante] l'ont traduit par makarioï, "heureux", "bienheureux" ; et cette traduction a influencé toutes celles qui ont été faites dans les langues indoeuropéennes, ainsi que le grec du Nouveau testament. En réalité, le verbe ashar et les mots qui en dérivent signifient moins le bonheur que la démarche qui y conduit, dans la mesure où elle permet d'atteindre YHVH-Adonaï. »*

« La Bible traduite et commentée par André Chouraqui », éditions Lattès, 1994

Commentaire :
Levez vous, en marche, faites quelque chose, remuez-vous, vous qui avez faim et soif de justice, car vous obtiendrez satisfaction. Levez-vous, en marche, faites quelque chose, remuez-vous, vous qui êtes des artisans de Paix, car vous serez appelés enfants de Dieu. Pour moi, cette traduction rend les paroles et les en-

seignements de Jésus de façon plus fidèle. Je peux l'entendre dire : « Allez-y ! Salissez vos mains et construisez une société humaine pour des êtres humains ; autrement, les autres tortureront et assassineront les pauvres, ceux qui n'ont pas d'audience, pas de pouvoir. »
Le christianisme n'est pas passif, mais actif, énergique, vivant. Il espère contre toute espérance.

Un jour deux chauves-souris tombèrent dans un pot de lait. L'une, pessimiste, dit : « Que puis-je 'faire ? Vais-je faire des efforts pour finalement me noyer et mourir dans l'épuisement ? Je ne veux pas mourir épuisée de fatigue.» Et elle coula et se noya immédiatement.

La chauve-souris optimiste dit : « Je vais me battre jusqu'à la fin, et, à la fin, on pourra dire que j'ai tout essayé. » Elle se battit, autant qu'elle put, faisant des efforts pour s'envoler, jusqu'à l'évanouissement. Plus tard, elle s'éveilla et se retrouva en sécurité sur une grosse motte de beurre. C'est là se refuser au désespoir, mais espérer contre toute espérance.

« Levez-vous, en marche, faites quelque chose, remuez-vous », disait Jésus à ses disciples.

Résultats du vote

L'assemblée étant statutaire cette année (et ce tous les 2 ans) nous avons procédé à des élections pour renouveler le Conseil d'Administration

Se sont représentées :
Lucienne Gouguenheim NSAE IDF, Françoise Gaudeul NSAE IDF, Chantal Fournier NSAE 45
Nouveau candidat : Alphonse Gourlain NSAE Oise

Tou(te)s ont été élus à l'unanimité.

Le nouveau CA est ainsi composé de :

Christophe BREYSACHER, Pascal CAUCHOIS, Michel DALLAPORTA, Michel DEHEUNYNCK, Chantal FOURNIER, Françoise GAUDEUL, Lucienne GOUGUENHEIM, Alphonse GOURLAIN, Annie GRAZON, Régine RINGWALD et André THIREAU.

Introduction aux ateliers

En dépit d'une contestation grandissante en France (Gilets Jaunes, mouvement contre la réforme des retraites...) et dans le monde (Chili, Irak, Liban...) l'idéologie dominante, le néolibéralisme, n'est pas remise en cause par nos classes dirigeantes. Le néolibéralisme s'adosse faussement au concept de liberté. Les grands médias se font les relais d'une propagande pernicieuse : les temps sont durs, mais l'avenir ne pourra être que meilleur dans le régime de liberté économique qui caractérise notre société, et qui serait un facteur de croissance économique. Si les gouvernements persistent à poursuivre leurs efforts en vue de libérer les entreprises et le capital de leurs « entraves », le « ruissellement » des richesses profitera, in fine, à tous.
Nos dirigeants, par ailleurs, se délivrent à eux-mêmes des brevets de progressisme en satisfaisant des revendications sociétales (légitimes). Nous vivons ainsi dans l'illusion d'une société où la démocratie et les libertés individuelles progressent harmonieusement.

Or et « en même temps », on entend résonner une autre petite musique au nom d'un principe jamais questionné : « *la sécurité est la première des libertés* ». Depuis les attentats de 2015, en particulier, la lutte contre le terrorisme justifie une inflation de lois sécuritaires (pérennisation de la loi sur l'état d'urgence, loi « anticasseurs » de 2019, loi anti « fake news »...).
Ces lois se révèlent en fait peu efficaces. Elles n'ont, par exemple, pas empêché qu'un attentat soit commis au cœur même de l'appareil sécuritaire : dans la Préfecture de police de Paris ! Il se produit donc un glissement vers une « démocrature », une restriction de plus en plus importante de nos libertés publiques au nom du combat contre le terrorisme. Cela peut être mis en relation avec une répression de plus en plus dure des mouvements de protestation.

Dans la pratique, ces lois servent surtout à réprimer les mouvements sociaux. Le système capitaliste, de plus en plus contesté, craint pour sa stabilité. Il ne veut plus rien lâcher, considérant que le seul moyen qu'il lui reste de maintenir les profits est la diminution des revenus de la majorité de la population. En fin de compte, ce n'est pas seulement la liberté qui est remise en cause, mais aussi, l'égalité et la fraternité qui s'incarne dans la solidarité.

Nous sommes donc invités à réfléchir sur ces deux thèmes essentiels :

* la <u>solidarité</u> dans les diverses acceptions du mot : son sens « vertical », altruiste, comme souci des plus démunis ; son sens « transversal » de fraternité comme (seule) force défensive des plus précarisés ; son sens « politique » par la redistribution de toutes les ressources vitales...

* la <u>liberté</u>, là aussi dans les diverses acceptions du mot : son sens « individuel », la liberté de chacun, respectant celle de l'autre ; son sens « collectif », les libertés conquises par l'action militante ; son sens « politique », avec ses chances sociétales, mais aussi ses dérives économiques et inégalitaires…
Dans cette réflexion, il faudra toujours distinguer les registres du « moral », du « social » et du « légal ».

Atelier «La Liberté»

Le bien commun ne doit pas être confisqué par le secteur privé. La liberté d'accès à ce bien commun doit être préservé.

Au nom de la sécurité, les gouvernements restreignent nos libertés fondamentales par des moyens légaux (lois liberticides) et techniques (caméras de surveillance, reconnaissance faciale, fichage…). L'« honnête citoyen » s'illusionne en croyant qu'il ne sera jamais victime des lois liberticides. En Église, nous ne nous sommes pas assez interrogés sur ces questions alors que la théologie de la libération a été dénigrée par le Vatican. Nous n'avons pas assez protesté contre ces dérives du néolibéralisme. Défendre nos libertés, c'est pourtant complètement notre affaire.

L'obsession sécuritaire sert de dérivatif pour les gouvernements en vue d'occulter les autres questions pressantes liées à l'écologie et au social. La prison devrait aider à la reconstruction des personnes plutôt que de renforcer leur marginalisation.

Les violences policières ne concernent plus que les seuls « quartiers sensibles », mais touchent de plus en plus de monde. La violence des opprimés (précaires, chômeurs, salariés pauvres, migrants...) répond à la violence du système politique et économique. La liberté du capital augmente au fur et à mesure que nos libertés diminuent. La liberté d'accès au service public s'amenuise, par les suppressions de structures et par l'obligation de faire toutes les démarches par internet.

Toutes les libertés ont été acquises par un rapport de force entre les pouvoirs politiques et le peuple. Il faut développer les contre-pouvoirs (syndicats, institutions...) pour peser sur ce rapport de force.

Christophe Breysacher

Atelier «La Solidarité»

QUELQUES APPROCHES DE LA SOLIDARITÉ

Dans l'actualité, la solidarité est souvent invoquée, et en même temps mise en difficulté.
On parle peu des actions de solidarité, sauf si elles sont spectaculaires.
En humanité, on est en communauté de destin, la solidarité implique nécessairement qu'on soit deux. Le premier mouvement est d'écouter l'autre.

La solidarité est en amont de notre existence même, de l'ordre de la spiritualité.

Le mot solidarité vient de « solidum » : ce qui est commun à plusieurs pour le bien de tous.
Deux pièces solidaires sont deux pièces qui tournent ensemble.
Quelqu'un fait remarquer que la solidarité ne va pas toujours de soi : « J'en ai assez de cotiser, je ne suis jamais malade, je paie pour les autres ». Le partage n'est pas évident.

DIFFÉRENTS POINTS D'APPLICATION

Les retraites
La répartition est une forme de solidarité entre générations.

Quand la solidarité s'essouffle, revient la solidarité familiale, mais nous ne sommes plus dans une économie agricole. On cite la récente émission d'Arte qui montrait des cas en Allemagne et en Suède où le système par points ne répond pas aux attentes.

Les migrants
On a pu créer un délit de solidarité contre ceux qui apportent de l'aide aux migrants, aux étrangers : un comble !
On note la déficience de l'accueil fait aux migrants.
Quelqu'un insiste sur le fait qu'il faudrait d'abord les écouter.

Le travail
Dans le monde du travail, on avait une communauté humaine, maintenant, c'est la rivalité qui est la règle, ce qui peut conduire à la guerre de tous.

Solidarité / fraternité
L'atelier s'est demandé quelle relation, quelle différence entre ces deux notions.
Sans faire une étude sur le sujet, les idées ou impressions qui ressortent sont que la solidarité répond plus à un besoin tangible, mais elle peut être impersonnelle, tandis que la fraternité serait plus de l'ordre du sentiment, du comportement.

Solidarités collectives / solidarité personnelle
La solidarité de personne à personne se vit dans l'échange, comme partage.
Les services publics sont l'expression d'une solidarité collective. Tous paient par l'intermédiaire de l'impôt, et tous en bénéficient.
Les solidarités collectives assurent la satisfaction de besoins dont certains sont des droits fondamentaux : le droit à l'éducation, le droit à la santé.

Y a-t-il des solidarités sans fraternités ?
On cite le cas ambigu de la personne très riche qui donne de grosses sommes, et le fait savoir. Pouvons-nous critiquer ? Peut-être cela serait-il moins discutable s'il n'en parlait pas.

Le caritatif
Il est nécessaire, mais c'est une suppléance. Indispensable, et d'autant plus que les solidarités institutionnelles sont affaiblies.

Que pouvons-nous faire ?
Quel impact pouvons-nous avoir ? Tant que la société n'est pas idéale, le caritatif est nécessaire. Donc, faisons là où nous sommes le mieux que nous pouvons faire. Pas interdit de boycotter Amazon...

A propos de notre société néolibérale
Le néolibéralisme atomise nos sociétés, casse les solidarités, diminue dangereusement les capacités du pouvoir politique.
Dans la société actuelle, chacun voit son problème, on a plus de mal à définir un projet commun, même à l'échelon local d'une municipalité ;

Remarque pour conclure : « Nul ne peut servir deux maîtres ».

Guy Ringwald

NSAE (Nous Sommes Aussi l'Église) souhaite faire entendre sa voix au sujet des conditions très exceptionnelles que vit l'Église catholique, mais aussi tous les autres cultes et confessions, du fait du confinement imposé pour des raisons sanitaires. Cette situation, inédite, pose en effet de sérieux défis à des communautés dont le rassemblement constitue un élément essentiel de la vie de foi.

Nous relevons que si protestants, juifs et musulmans ont compris et admis les adaptations nécessaires, la hiérarchie catholique a cru bon d'émettre des protestations parfois véhémentes, et une frange de prêtres traditionalistes de manifester bruyamment. Nous notons surtout que les manifestations de cette petite rébellion se sont cristallisées sur une certaine représentation de l'eucharistie qui, loin du repas partagé que vivaient les communautés fondées par Paul, se trouve ramenée à un geste et des paroles magiques, et des bénédictions ostentatoires frisant le ridicule. Comme si l'institution catholique n'avait plus rien à dire à ce monde désemparé, plus rien à lui offrir.

Nous remarquons une fois encore que les propos du Pape François analysant le cléricalisme comme cause de bien des maux dont souffre l'Église catholique semblent inconnus de tous ces prêtres pratiquant en privé un tour de magie dont ils sont de fait les vedettes sacralisées. On nous dit qu'aller à la messe n'est pas la même chose qu'aller au cinéma, et c'est vrai, mais on nous sert des vidéos indigentes, pour montrer quoi ?

Cette situation a permis à de nombreux catholiques de réfléchir sur le sens profond de l'eucharistie, et donné lieu à de nombreuses et très riches prises de position. Le cléricalisme ne peut instrumentaliser l'eucharistie, c'est la communauté qui célèbre, non le prêtre seul et il ne peut y avoir de « messe privée ». Le temps des églises vides est celui de la réflexion : de nouvelles formes de vie chrétienne, sur la base de la Parole de l'Évangile, commencent à émerger.

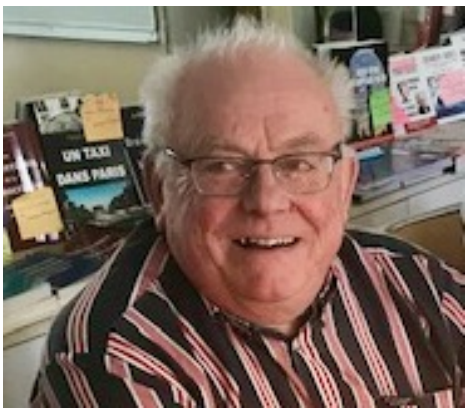
On parle maintenant de permettre de célébrer la Pentecôte (31 mai) sans attendre la date du 2 juin. Souhaitons qu'un arrangement soit trouvé. Mais il convient alors de prendre en considération que nos frères musulmans s'en trouvent discriminés, eux qui doivent célébrer, le 24 mai, la fin du Ramadan. Pendant toute cette période, ils ont pris des dispositions contraignantes pour assurer les actes essentiels de partage, en s'éloignant de la pratique habituelle qui assure la communication personnelle, la communion. Et voici qu'une fois de plus, ils risquent de se sentir traités « autrement ».

Il est de la responsabilité politique de nos gouvernants d'appliquer les règles de la laïcité et d'assurer « le libre exercice des cultes ». Il aurait aussi pu venir à l'idée de la hiérarchie catholique d'engager un dialogue avec les autres confessions, et singulièrement avec les musulmans, pour faire entendre une voix commune qui soit audible. Il serait plus que temps de quitter ce positionnement exclusif, surplombant la société, méprisant ou ignorant les autres. Ce n'est pas un ostensoir qui fera connaître Jésus de Nazareth.

11 mai 2020

Liste des associations qui s'associent à ce communiqué :
-Chrétiens pour une Église dégagée de l'école confessionnelle (CEDEC)
-Coordination Jonas-Alsace
-Fédération des Réseaux du Parvis (le Bureau)
-Femmes et Hommes, Égalité, Droits et Libertés dans les Églises et la Société (FHEDLES)
-Liberté et Partage (NSAE 45)
-NSAE Cantal
-NSAE Cher
-NSAE Dordogne
-NSAE Hérault
-NSAE Île-de-France
-Partenia 31
-Partenia 77
-Solidarité Église Liberté Vendée (SEL 85)

Oser, enfin, être chrétiens autrement !



Avec NSAE (« Nous sommes aussi l'Eglise »), nous sommes des chrétiens partageant librement nos chemins de foi en Jésus, notre ami et frère en humanité. Comme Lui, nous voulons être adultes dans cette foi, émancipés d'une tutelle religieuse et de sa tentation récurrente de se l'approprier cléricalement.

Cette crise sanitaire, comme toutes les crises de l'histoire, a pu être l'occasion pour les croyants de franchir une étape dans la façon de vivre leur recherche de foi et le sens qu'ils y donnent dans un monde désormais largement sécularisé ; de redonner priorité à l' Esprit de l'Evangile contextualisé autour des nouveaux enjeux et défis vécus aujourd'hui plutôt qu'à des pratiques et à un langage cultuels d'une tradition en mal de renouvellement ; de témoigner d'une foi libérante car contribuant, pour sa part à donner du sens à la vie plutôt qu'à un dispositif religieux, à l'inverse, souvent enfermant, replié sur lui-même, « confiné » ; d'oser enfin, être chrétiens ... autrement.

Pour certains, le confinement sanitaire a pu être vécu comme un heureux déconfinement institutionnel par l'ouverture à une recherche de sens, de foi et de prière renouvelée, une spiritualité d'ouverture, à distance des formes trop convenues.

Mais pour les plus cléricaux, laïcs, prêtres, évêques, trop religieusement formatés, cette conversion forcée des repères les fait aspirer à un retour précipité à leurs bonnes vieilles habitudes. Des prêtres, en manque de représentation cultuelle publique, se sont livrés, en grande tenue d'apparat, à des exhibitions narcissiques sur les réseaux sociaux.

Et voilà qu'ils demandent de pouvoir rouvrir les lieux de culte, si valorisants pour eux, de façon prématurée pour la célébration de la Pentecôte. Oubliant que cette fête de la Pentecôte, selon St Paul, est la fête de tous les amis de Jésus et d'abord des moins initiés, largement dispersés en humanité, bien plus que celle de quelques regroupements communautaristes identitaires.

Fussent-ils dépositaires d'une révélation divine pleinement incarnée, ils se trouvent même discrédités par les autres responsables cultuels qui ont mieux compris que la citoyenneté est première sur la religiosité et s'en remettent aux décideurs publics.

A NSAE, nous croyons que la laïcité est une chance pour l'authenticité d'une foi libre et nous dénonçons, comme le pape François, toute primauté cléricale sur la vie des croyants et sur celle de la société.

Michel Deheunynck

ASSEZ !

Assez de lire partout que LES catholiques pensent que… Cela a l'air de signifier que dans ce pays qui a instauré la laïcité il existerait une communauté, LES catholiques, dont les membres ne sauraient être envisagés individuellement, c'est-à-dire comme des personnes autonomes qui pourraient agir sans se référer automatiquement à la parole d'une autorité censée maîtriser ce que chacun pense. Cela revient à oublier la colonne vertébrale de la laïcité, la liberté de conscience. Cela revient à croire que les catholiques ne sont pas des Français comme les autres et qu'ils ne pensent pas par eux-mêmes, alors que certains d'entre eux le font pourtant souvent en opposition radicale avec ceux qui prétendent les représenter tous et en toute occasion.

Assez que l'on s'imagine que l'autorité absolue que s'attribuent donc la plupart des clercs, et surtout des évêques, est acceptée par tous les catholiques. Depuis plus d'un siècle, la laïcité a permis à de plus en plus de ces « catholiques » de s'affranchir de cette tutelle. Grâce à la laïcité, de véritables révoltes se sont produites dans le catholicisme. Et des mouvements sont nés qui ont tenu dès l'origine à leur indépendance. Pensons à la JEC, à la JOC, nées dans l'entre-deux-guerres, aux prêtres ouvriers et à tant d'autres organisations créées ensuite, comme NSAE (Nous Sommes Aussi l'Eglise), puis Réseaux du Parvis. On parle rarement d'elles dans les media…

Assez qu'aux yeux de beaucoup le christianisme ne trouve de représentation adéquate que dans des rites souvent imprégnés de superstitions primitives, mis en scène par une caste cléricale « sacrée »
et donc au-dessus du lot commun de l'humanité. Cette pratique très restreinte correspond précisément à la manière dont Emile Durkheim décrivait ce qu'est une religion. Le christianisme est pourtant né il y a 2000 ans de l'enseignement suivi de l'exécution d'un homme qui rejetait cette conception et avait une autre approche spirituelle du monde. Les prêtres du Temple se sont alors alliés aux forces d'occupation romaines pour l'assassiner. Nombreux sont les catholiques qui restent passionnément attachés à son message d'espérance et non à une institution autocratique et despotique appuyée sur le magique et la misogynie.

Assez que, dans la mesure où sont acceptées les dispositions prises pour empêcher l'islam de se retrouver sous tutelle étrangère à cause de l'arrivée d'imams venus d'ailleurs, on ne dénonce pas le fait que le catholicisme soit en réalité totalement dirigé lui aussi depuis l'extérieur. En effet les évêques sont nommés par le Vatican, et les associations diocésaines qui dirigent les diocèses, y compris l'enseignement privé catholique, sont totalement sous la coupe desdits évêques, y compris la nomination même des membres qui les constituent. C'est donc une puissance étrangère qui domine l'ensemble du « catholicisme » français.

Assez que l'on oublie que cette France, « fille aînée de l'Eglise », n'est plus vraiment « catholique », puisque seulement 3 ou 4% de ses citoyens sont des « pratiquants » réguliers. Est-ce que cela veut dire que seule cette faible proportion de Français se rallie au message évangélique ? Certes non. Mais le désintérêt pour l'obsolescence effrayante de l'Eglise institutionnelle est immense. Il faut donner la parole à des représentants de ces catholiques « extérieurs » qui savent que, comme « La Maison Usher », cette institution est en train de s'effondrer. En un temps où l'on essaie d'imaginer le monde de demain, une vraie clairvoyance s'impose.
Que l'institution catholique veuille, en ces temps de pandémie, que les rassemblements rituels aient des droits supérieurs aux autres rassemblements humains dans notre pays est simplement inacceptable. Vouloir l'imposer à la puissance publique interroge sur la réponse qu'elle va donner. Accepter une telle usurpation de pouvoir reviendrait à nier le fondement même de la laïcité, qui sépare les religions du domaine décisionnel. Contrairement à ce que certains d'entre eux croient, les clercs ne sauraient être des citoyens au-dessus des autres. Leur obéissance à Rome tend à le leur faire oublier en mainte occasion.

Didier Vanhoutte
Ancien président fondateur du CEDEC (Chrétiens pour Eglise dégagée de l'Ecole Confessionnelle).
Membre actif de l'OCL (Observatoire Chrétien de la Laïcité)

Il n'y a pas de messe « privée »

L'eucharistie étant l'acte d'une assemblée, les prêtres de Saint Eustache à Paris ont décidé de ne pas célébrer de messe en période de confinement : ils jeûnent avec les fidèles. Jacques Mérienne, prêtre de cette paroisse, écrit : « Ne pas célébrer la messe peut être aussi important que de la célébrer et aussi "nourrissant" pour la vie chrétienne. »

La sécurité et la santé de tous passent aujourd'hui par un fraternel « rester chez vous » ou un amical « jamais en groupe » qui séparent plus qu'ils ne rassemblent. Chacun comprend l'urgence vitale de ces injonctions, mais chacun réagit à sa manière pour les mettre en pratique avec zèle ou à reculons. Au cours d'une réflexion sereine, les responsables de la paroisse Saint-Eustache ont pris ces mesures au sérieux et décidé de maintenir la fermeture complète de l'église tout le temps du confinement imposé par les autorités. Cela a pour conséquence l'arrêt des célébrations eucharistiques jusqu'à nouvel ordre. Une eucharistie ne pouvant exister sans l'assemblée qui en est le signe premier et fondamental il n'y a pas de « messe privée », donc les prêtres ne célèbrent pas seuls, ils « jeûnent » tout comme les autres fidèles et en communion avec eux.

L'eucharistie est un sacrement du corps, le corps de l'assemblée devient le corps du Christ, et il ne semble pas qu'un écran puisse le remplacer. L'écran de l'ordinateur ou du téléphone offre une image nourrissante et apaisante, mais ambiguë et sans mystère. S'il est légitime de retransmettre une messe comme le fait la télévision depuis des décennies au profit de ceux qui ne peuvent se déplacer ou participer à de grands rassemblements internationaux, l'Église n'a jamais cherché à faire croire que ces émissions pouvaient remplacer le contact et la présence qui sont la chair du sacrement. Un enseignement et une émotion sont transmis à travers des images de recueillement et de fête, des prédications et des chants, mais c'est dans le secret du cœur de l'auditeur, dans sa solitude et son absence que se révèle le mystère du geste sacramentel trouvant sa source dans la foi et l'espérance dont il est porteur.

« Nous priver de messe ne nous prive pas du Christ »

Ne pas célébrer la messe peut être aussi important que de la célébrer, et aussi « nourrissant » pour la vie chrétienne. Les Églises appellent cela le « jeûne eucharistique » par comparaison avec le jeûne comme pratique saine pour retrouver la santé et sainte pour faire pénitence, pratique que Jésus nous demande de vivre comme une fête : « Lorsque vous jeûnez, ne prenez pas un air triste, comme les hypocrites, qui se rendent le visage tout défait, pour montrer aux hommes qu'ils jeûnent. Je vous le dis en vérité, ils reçoivent leur récompense. Mais quand tu jeûnes, parfume ta tête et lave ton visage,… » (Mt 6/16). L'eucharistie instituée par Jésus au cours du dernier repas qu'il prit avec des disciples a été d'emblée reçue par les premières communautés chrétiennes comme le cœur vivant de leur rassemblement, elles nous en ont fait de multiples récits, elles en ont fait dès le début mémoire comme le demandait Jésus lui-même : « faites ceci en mémoire de moi ». Mais elles ne l'ont jamais considérée comme leur unique et exclusive raison d'être, au contraire elles manifestent la possibilité et l'importance de vivre aussi cette communion avec le Christ en dehors de ce geste. La communauté célèbre le rite, mais c'est le Christ qui fait la communauté, et non le rite.

Saint Jean est le premier à le marquer dans son évangile quand il ne transcrit pas l'institution de l'eucharistie comme le font les autres évangiles ou Saint Paul, mais le lavement des pieds des disciples par Jésus, un autre geste qui implique tout autant le Seigneur et ses disciples dans une mémoire transmise encore aujourd'hui. Saint Luc lui aussi place ce jeûne dans son évangile avec les pèlerins d'Emmaüs qui reconnaissent Jésus rompant le pain alors qu'il a déjà disparu. Ils réalisent qu'ils sont seuls, mais avec le « cœur brûlé tandis qu'il leur parlait » (Lc 24.32). Ces évangélistes nous disent que si la communion eucharistique se trouve dans le rite faisant mémoire du geste de partage de son corps par le Christ, et que ce rite

nous est donné pour vivre cette communion à notre initiative, cette communion eucharistique se trouve aussi et se reçoit dans d'autres circonstances, qui ne sont pas des rites, mais des événements ou des rencontres, voire des silences ou des haltes qui surgissent dans la vie de chacun ou de la communauté, et qu'il faut saisir, car elles nous purifient de nos routines et de nos facilités pour nous rendre à l'innocence de celui et de celle qui reçoivent un cadeau inattendu et en sont émerveillés. Dieu est fidèle et il nous accueille quand nous nous tournons vers lui, mais ce qui est décisif c'est de reconnaître que, quel que soit le parti que l'on prend à son égard, contemplation ou nuit, la place de Dieu dans nos vies est un lieu secret, il se révèle, il se dévoile sans nous attendre, ce qui nous surprend, sans nous abandonner, ce qui nous rend confiants, sans nous enfermer, ce qui nous rend vraiment libres.

Nous priver de messe ne nous prive pas du Christ, ne nous prive pas de l'amour de nos frères et sœurs, ne nous prive pas du tête-à-tête avec l'en-haut, ne nous prive pas d'une espérance qui devient puissante. Nous sommes dans un temps d'attente, de respirations courtes et de regards furtifs, un temps de crépuscule que le printemps naissant n'arrive pas à réveiller, car la ville est vide et les rues abandonnées à l'errance des sans-abris sans amis.

L'urgence est de maintenir possible notre communion en la réinventant au besoin, pour poursuivre sûrement autrement ce que les gens les plus simples dont la foi est dite populaire, ce que les croyants les plus traditionnels, les mystiques et les prophètes visionnaires ont entrepris avant nous, ce que Paul a entrepris pour passer du Jésus qu'il n'a pas connu au mystère du Christ dans la communauté chrétienne, ces entreprises qu'il nous appartient de mettre à profit en ce temps où nous sommes livrés à nous-mêmes, pour les actualiser, pour passer du Christ restreint à la communauté chrétienne au Christ universel qui s'élabore dans l'humanité entière, au-delà des frontières définies par nos lieux, nos agendas, nos institutions et nos autorités ou par ceux qui veulent s'en emparer, Christ aujourd'hui qui s'élabore au sein de notre humanité qui tente de rejoindre la demeure de Dieu parmi les hommes.

Jacques Mérienne,
Equipe des prêtres de St Eustache, Paris

Le regard de Plantu

L'humain d'abord

Au cours d'un repas, mon voisin de table qui est prêtre m'informe qu'il a reçu une pétition pour signature : « On demande d'anticiper l'ouverture des lieux de culte. Qu'en penses-tu ?» Ce genre de demande provoque en moi un réflexe d'agacement. Je supporte mal que l'Eglise pense à elle, se préoccupe d'elle. L'urgence est ailleurs. Ce serait un comble que les lieux de culte puissent ouvrir avant les bars et les restaurants !

Ce n'est pas le culte qui est premier. Ni la pratique religieuse. Ce qui intéresse le plus l'homme de Nazareth, ce n'est pas la religion, c'est un monde plus humain, plus solidaire, plus juste. Son bonheur c'est de nous voir heureux tous, en commençant par les derniers. Il est venu pour libérer les opprimés. Sa mission est de libérer pas de restaurer.

Être chrétien c'est avoir la passion de l'homme. Aujourd'hui, avec la pandémie, tant de gens sont au chômage, tant de familles ne peuvent plus payer leur loyer, tant de gens et leurs enfants connaissent la faim, tant de gens connaissent la maladie et la solitude…

Le beau risque de l'Eglise est d'être à leur côté. Sans hésiter. Sans attendre. L'Eglise n'est jamais elle-même sans les pauvres.

Mon voisin attend ma réponse : « Moi je ne signerai sûrement pas une telle demande. L'important n'est pas de repartir comme avant. L'important est d'aller vers les blessés de la vie. L'humain d'abord. »

Jacques Gaillot, Evêque de Partenia
28 avril 2020

Il faudra bien qu'il y ait un après

Des crises comme celle-là, ça décape, ça récure, ça ponce, ça arrache les vieilles affiches, ça dissout les décors, ça ôte tout le stuc et le carton-pâte, et on voit enfin la société à nu, ses mécanismes, ses rouages, et ses manquements à la justice. On voit ce qu'on devinait sans le préciser, ce que l'on ne voulait pas voir : notre société telle qu'elle allait son bonhomme de chemin est fragile, inégalitaire, violente, et elle n'est pas au service de l'Homme. J'emploie le mot avec un grand H, l'être humain en son Humanité, l'acception neutre du masculin, l'homme en tant qu'il embrasse la femme comme on en rigolait en apprenant les règles d'accord qui sont maintenant battues en brèche. Mais on ne va pas chipoter sur les mots.

Dans le 9-3, ce département autour de moi (je le redis pour qu'on ne pense pas que tous les écrivains sont allés se confiner à la campagne, comme plus d'un million de Franciliens qui, en une semaine, nous ont rejoué juin 40 pour se retrancher dans des maisons de famille ou résidences secondaires où ils seraient à l'abri du peuple contagieux), dans le 9-3 donc, on s'inquiète de la surmortalité au Covid-19, ceci annoncé très officiellement par le secrétaire général de la santé, qui se base sur des chiffres de l'Insee. La maire de Bondy, de son côté, déclare signer autant d'avis de décès par jour qu'elle en signait d'ordinaire par semaine.
Ce département a un des PIB par habitant les plus élevés du pays, car il s'y produit beaucoup de richesses industrielles, mais également le taux de pauvreté le plus élevé de France, car il s'y concentre les populations les plus démunies. Familles nombreuses dans des logements trop petits, population jeune difficile à confiner dans ces conditions, sous-équipement commercial qui fait que, après la fermeture des marchés, la population se concentre dans quelques points de vente, et puis non-confinement de tous ceux qui ne télétravaillent pas, qui se mettent en danger chaque jour pour faire tourner Paris et ses services, et qui habitent là faute de pouvoir habiter ailleurs. Tout converge pour multiplier les occasions de contamination. On observe aussi une forte prévalence des pathologies chroniques liées au niveau social, comme le diabète ou l'obésité, qui sont des facteurs de co-morbidité aggravant la sensibilité au virus. Et pourtant ce département est aussi un désert médical, sous-doté en équipements tels les lits de réanimation.

Chacun de ces éléments est connu, tous les chiffres sont disponibles, mais la crise sanitaire nous montre qu'ils sont reliés, qu'ils forment cet ensemble multidimensionnel et cohérent qu'on appelle la pauvreté, qui fait qu'à la fin on meurt davantage. **La pauvreté n'est pas un fléau, elle est un système.**
Mais rassurez-vous, puisqu'on a vu, maintenant on va faire. Et voilà qu'après avoir annoncé, suite aux gilets jaunes, qu'on n'allait peut-être pas sabrer dans les effectifs des fonctionnaires, puisque sans eux les services publics fonctionnent moins bien, eh bien on annonce que l'on va refinancer l'hôpital que l'on étrangle depuis des années pour raisons d'économies ; voilà qu'après des années de culte du marché libre, on estime que certains secteurs doivent rester à l'abri des pures lois du marché, puisqu'ils sont essentiels à la vie commune ; après des années passées à chercher le moins-disant social à l'autre bout du monde on annonce que l'on va relocaliser ; et on réaffirme l'importance du politique, on reparle de la puissance publique après des années passées à la dénigrer et à la réduire. Quant au budget, ma foi, après avoir dit qu'il n'y avait « pas d'argent magique », eh bien on se ravise. On a dû découvrir une caisse d'or dissimulée dans les jardins de l'Élysée qui pourvoira à tout.

Ces violentes embardées du discours réjouissent, peut-être s'est-on rendu compte de l'arbitraire de la prétendue ortho-doxie économique, et des dégâts sociaux et humains qu'elle cause. « On ne peut plus vivre comme avant », entend-on de partout. Je l'espère. Mais tout s'efforcera de continuer de vivre comme avant, les suites de la crise de 2008 le montrent. On peut espérer que les revirements auxquels on assiste seront durables, et que cette crise sera une occasion de repenser et de rediscuter un certain nombre de fondamentaux qui semblaient gravés dans le marbre du réalisme, prétendu réalisme qui vient de se briser devant le choc des réalités : nous ne sommes pas pieds et poings liés par les logiques comptables, nous avons le choix, toute politique est un choix. **De ce monde à l'arrêt, que devrons-nous garder, que devrons-nous changer**

Alexis Jenni, chroniqueur à la Croix

Face à une crise économique inédite : le nécessaire engagement massif de l'État

Si la crise sanitaire est l'urgence première, l'économiste **Gaël Giraud** nous alerte quant à la profonde crise économique qui nous guette. Celle-ci, impactant directement l'économie réelle, ne ressemble en rien à la crise boursière de 1929 ou celle des *subprimes* de 2008. Comment l'éviter ?

L'auteur propose de sortir des carcans idéologiques néo-libéraux qui ont guidé nos gouvernements et institutions jusqu'à aujourd'hui. Il appelle à un engagement massif de l'État pour créer des emplois et l'annulation d'une partie des dettes publiques.

Redisons-le : cette pandémie aurait pu et dû être évitée si, à l'instar de la Corée du Sud et de Taïwan, l'Occident et l'Inde avaient pratiqué un dépistage systématique dès les débuts de l'épidémie, accompagné d'une mise en quatorzaine des cas positifs et de la distribution massive de masques1. En outre, le confinement en tant que tel sert juste à gagner du temps sur la pandémie.
Mais si ce temps n'est pas utilisé pour produire les enzymes qui permettent de réaliser des tests en grand nombre, il est perdu : à la sortie du confinement, une fraction trop faible de la population sera immunisée contre le virus pour que l'épidémie ne reprenne pas de plus belle avec, en prime, un secteur hospitalier à genoux.
Sans compter les possibilités de mutation du virus. Les priorités sanitaires sont donc claires : •

- fournir en urgence à nos médecins et aux hospitaliers le matériel nécessaire pour sauver des vies tout de suite ;

- augmenter considérablement le nombre de tests : la France s'apprête à en pratiquer 200.000 par semaine là où l'Allemagne effectue 500.000 tests hebdomadaires depuis le début de la pandémie. Outre un système hospitalier bien moins touché par l'austérité budgétaire que celui de la France2, cette pratique du dépistage (recommandée depuis les débuts de la crise par l'OMS et les médecins chinois) explique largement le faible nombre de victimes outre-Rhin, jusqu'à présent.

Toutefois, la crise sanitaire se double, évidemment, d'une autre, de bien plus longue durée : **la dépression économique qui frappe, déjà, la quasi-totalité des économies du monde.** L'explosion du chômage promet de mettre un grand nombre de gouvernements sous une très forte pression politique : comment ne pas céder à la tentation de reconstruire à la va-vite le « monde d'avant » pour juguler à court terme l'hémorragie des emplois ? Inversement, se contenter de reconstruire le monde d'hier, c'est exposer notre société à une vulnérabilité dont la pandémie du Covid19 démontre qu'elle est mortelle. Et nous savons d'ores et déjà qu'il y aura d'autres pandémies. Comment sortir de ce dilemme ?

Ne pas se contenter du « monde d'hier »
Certes, la vitesse avec laquelle un certain nombre de tabous sont tombés, en apparence, est encourageante : le président de la République annonçait lui-même, lors du Conseil des ministres du 18 mars, qu'il

n'y avait désormais plus de limite à l'endettement public. Il faut cependant rester prudent : le refus de l'Allemagne et des Pays-Bas d'autoriser l'émission d'obligations européennes qui permettraient de financer, tout de suite, les efforts sanitaires colossaux des pays de la zone euro est le symptôme que, pour l'essentiel, les blocages idéologiques sont toujours là. La mutualisation des dettes souveraines, que rendraient possible ces *corona-bonds*3, reviendrait en effet aux yeux des « faucons » rhénans à ne pas sanctionner la gestion qu'ils estiment fautive des deniers publics par les pays du Sud. En proposant de conditionner l'octroi d'une aide économique à la réalisation de nouvelles réformes structurelles, les Pays-Bas témoignent du fait que leur cadre de pensée n'a pas changé4. Ainsi, au lieu de comprendre que ce sont précisément ces réformes qui, en contribuant au démantèlement du service public de santé, sont responsables des graves taux de mortalité que connaissent l'Italie et l'Espagne (peut-être bientôt la France), ils s'entêtent à estimer que la capacité des Rhéno-flamands à « épargner » est l'explication du faible nombre de décès enregistrés, jusqu'à présent, par nos deux voisins. Ils reconduisent, ce faisant, les schémas de pensée sans fondement qui veulent que ce soit l'austérité de l'épargnant qui finance l'investissement, alors que c'est bel et bien le crédit bancaire qui, depuis le XIIIe siècle en Europe, constitue la principale source de financement de tout investissement5.

On peut estimer qu'au moins un million de salariés ont déjà ou sont sur le point de perdre leur emploi.
Cette résistance idéologique, appuyée sur une théorie économique qui confond la gestion micro-économique d'un ménage avec la macro-économie d'une nation, alimentera certainement la tentation de se contenter de quelques gestes symboliques fortement médiatisés pour, surtout, reconstruire très vite le tissu économique d'avant la crise. Elle sera aidée par l'explosion du chômage : aux États-Unis, 3,3 millions de chômeurs supplémentaires se sont déclarés en dix jours6 et l'on peut craindre, non seulement 200.000 morts du virus mais encore 30% de chômage outre-Atlantique dans les mois qui viennent7. En France, la fonction publique, décriée il y a peu comme inutile, devrait jouer le rôle d'amortisseur mais on peut estimer qu'au moins un million de salariés ont déjà ou sont sur le point de perdre leur emploi. L'hémorragie sera d'autant plus sévère que seront longs et nombreux les divers confinements qui vont se succéder pendant au moins un an, à la faveur du retour du virus, de ses mutations et autres secondes vagues.

La raison pour laquelle le prolongement du confinement détruit des emplois à grande vitesse est simple : si 30% des salariés d'une entreprise ne peuvent pas travailler, soit parce qu'ils sont malades, soit parce qu'ils font valoir leur droit de retrait, cela ne signifie pas, le plus souvent, un tiers de production en moins mais la fermeture pure et simple de l'entreprise. Si cette dernière est elle-même insérée dans une chaine d'approvisionnement à flux tendus, ladite entreprise n'a pas de substitut : la chaîne tout entière est à l'arrêt. Et aucun des maillons ne touche plus de revenus. Ceux qui ne disposent pas d'une trésorerie leur permettant de tenir au-delà de quelques semaines risquent la faillite.

Certains économistes allemands prédisent une chute du PIB de l'Allemagne de 9% en 2020. Le chiffre est raisonnable et il n'y a guère de motif pour qu'il en aille autrement en France et, pire encore peut-être, en Italie, au Royaume-Uni, en Suisse, aux Pays-Bas et, surtout aux États-Unis. Donald Trump et son secrétaire au Trésor Steven Mnuchin proposent au Congrès de distribuer un chèque de 1.200 dollars à chaque Américain. C'est de l'hélicoptère-monnaie (ou quantitative easing for people), en supposant que la Banque centrale prenne en charge cette émission monétaire. Autant de mesures qui auraient dû être mises en œuvre, déjà, en 2009. On peut voir aussi dans l'initiative de l'administration Trump l'ébauche d'un revenu universel minimal pour tous. Une proposition qui est avancée par de nombreux collectifs citoyens depuis longtemps.

On peut voir aussi dans l'initiative de l'administration Trump l'ébauche d'un revenu universel minimal pour tous.
En Europe, la suspension des règles du Pacte de stabilité (proposée par la Commission au Conseil européen), l'émission de « corona-obligations » ou l'activation des prêts aux États du Mécanisme européen de

stabilité — dont les contreparties8 seraient oubliées — sont des avancées d'autant plus indispensables que les arguments invoqués, depuis dix ans au moins, contre de telles décisions n'ont aucun fondement scientifique. L'obstination des Rhéno-flamands à refuser toute mutualisation des dettes souveraines pourrait contribuer, au sortir de la crise, à une profonde remise en cause du projet européen : qui, aujourd'hui, fait mine de venir en aide aux Italiens ? Les Chinois9, les Russes et les Albanais. Disons-le, les 37 milliards d'euros (0,3% du PIB de la zone euro) prélevés sur le budget communautaire sont ridicules, comparés à l'effort budgétaire qu'il faut consentir pour éviter à l'économie européenne une dépression au moins aussi sévère que celle de 1929. Quelques calculs élémentaires suggèrent que ce sont au moins 10% du PIB européen qu'il faudrait injecter dans l'économie. Cela suppose, bien sûr, la mise en place d'un pilier politique au sein des institutions communautaires. Ce qui, depuis la création de la zone monétaire, fait défaut au projet européen10. L'absence de coordination soulève déjà une question : à quoi bon une Union si elle ne permet même pas de faire face à une telle pandémie ? Si les États se retrouvent seuls, une fois de plus, pour agir ?

Renflouer une fois de plus le secteur bancaire est inutile si l'économie réelle s'effondre.

L'activation d'un programme de quantitative easing de 750 milliards d'euros par la Banque centrale européenne est bienvenue, même si son niveau reste modeste. Surtout, elle risque de rater sa cible .Ces programmes d'assouplissement monétaire quantitatifs précédents l'ont montré : l'essentiel des euros nouvellement émis n'a pas été déversé par les banques privées dans l'économie réelle mais a été réinvesti dans d'autres actifs financiers, comme les actions, y compris hors zone euro. Aujourd'hui, compte tenu de l'effondrement des marchés financiers, les investisseurs sont certainement tentés de conserver ces liquidités. C'est la raison pour laquelle, se contenter de ce type de mesure monétaire relève encore d'une réaction au monde d'hier, celui de la crise de 2008. Renflouer une fois de plus le secteur bancaire est inutile si l'économie réelle s'effondre. Il est indispensable d'agir directement auprès des ménages et des PME. Comment faire ? Les particuliers ne disposent pas d'un compte de dépôt auprès de la BCE, contrairement aux banques privées. En revanche, la BCE pourrait refinancer les banques publiques — en France, par exemple, la Banque publique d'investissements — de manière que celles-ci puissent créditer directement les PME et les ménages11.

Créer des emplois

Toutefois, les initiatives auxquelles on vient de faire allusion sont insuffisantes. Il faut comprendre que l'appareil productif occidental est, ou va être, partiellement à l'arrêt. Contrairement au krach boursier de 1929 et à la crise des subprimes de 2008, cette nouvelle crise économique touche d'abord et en son cœur l'économie réelle.

Nous sommes en train de découvrir que les chaînes d'approvisionnement à flux tendus selon le principe du « juste-à-temps » nous rendent extrêmement fragiles. Si le confinement se prolonge, certaines métropoles pourraient en faire la cruelle expérience dans les jours ou les semaines qui viennent avec l'approvisionnement alimentaire. C'est déjà le cas à Londres. Une fois la pandémie définitivement surmontée (dans un an, environ), la relocalisation des activités industrielles et agricoles essentielles sera à l'agenda de la quasi-totalité des pays qui, depuis trois décennies, ont livré leur souveraineté alimentaire au jeu de la globalisation marchande. Un légitime protectionnisme écologique, social et sanitaire promet certainement de redevenir d'actualité dans les années qui viennent12. À l'inverse, le maintien forcé des chaînes d'approvisionnement expose en premier lieu les femmes et les salariés modestes. À cet aveu d'impuissance face à la vulnérabilité dans laquelle nous a placés la quête de rendements à court terme s'ajoute l'injustice dans la prise de risque personnel face au virus.

Dans la plupart des pays contraints de pratiquer le confinement, l'appareil productif est donc partiellement mis à l'arrêt, ou le sera prochainement ; les chaînes de valeurs mondiales ralentissent et certaines d'entre elles vont être interrompues. Le travail est « en grève » involontaire. Ce n'est pas seulement une crise keynésienne[13] d'insuffisance de la demande (car ceux qui ont des liquidités ne peuvent pas les dépenser puisqu'ils doivent rester chez eux), c'est aussi une crise de l'offre. Cette pandémie nous fait découvrir un nouveau type de crise, inédit, où se conjuguent une chute de l'offre et de la demande. Dans un tel contexte, injecter des liquidités est à la fois nécessaire et insuffisant : les réserves des acteurs vont augmenter, cela permettra de limiter un certain nombre de non-remboursements mais cela ne remettra pas au travail ceux qui sont, à juste titre, confinés et doivent le rester si l'on veut éviter l'effondrement de notre système de soins. S'en contenter reviendrait à donner des béquilles à quelqu'un qui vient de perdre ses jambes…

Ce ne peut donc être qu'à l'État de créer des emplois nouveaux capables à la fois d'absorber la masse des salariés qui, en sortant de chez eux, vont découvrir qu'ils ont perdu leur emploi (tout simplement parce que leur entreprise n'est déjà plus viable ou ne le sera plus prochainement) et de relancer l'activité. L'idée que l'État puisse s'instituer en employeur en dernier ressort n'est pas nouvelle non plus : à l'initiative du président Roosevelt, la Works Progress Administration américaine fut mise en place pendant les années 1930[14]. Au Royaume-Uni, les salaires sont garantis à présent par l'État à hauteur de 80% (plafonnés à 2 500£/mois) et le gouvernement s'est engagé à ce que nul ne perde son emploi à l'issue de la crise[15]. En Irlande, 70% des salaires sont pris en charge par l'État[16], au Danemark, 75%[17]. De facto, cela revient à socialiser les revenus du travail et à instituer l'État en employeur en dernier ressort. Le Danemark entend aller plus loin, avec raison, et assumer une fraction non seulement des salaires mais de l'ensemble des charges des entreprises. L'Italie tente de lui emboîter le pas[18].

Bien sûr, pour que la prise en charge de la réindustrialisation française par l'État ait un sens, il faut réfléchir sérieusement aux types de secteurs industriels que nous voulons privilégier à la sortie du tunnel. Ce discernement doit, d'une part, prendre en compte l'impératif climatique et la préservation de la biodiversité et, d'autre part, être opéré dans chaque pays, à la lumière des caractéristiques propres à chaque tissu économique[19]. Mais on peut rappeler d'ores et déjà quelques remarques de bon sens :

- il est faux de penser que l'austérité budgétaire permet à un pays de s'enrichir. La dépense publique est, depuis toujours, une composante indispensable de l'activité économique. Techniquement, cela signifie, par exemple, que les résultats d'équivalence ricardienne[20] que l'on enseigne aux étudiants depuis des décennies sont des contes de fée. En outre, la seule institution qui ne puisse pas faire faillite, quelles que soient les circonstances, c'est l'État. En effet, les défauts souverains ne sont possibles que pour les États dont la dette n'est pas libellée dans leur devise nationale ou dont la Banque centrale ne peut pas monétiser la dette, ce qui ne sera pas le cas avec les *corona-bonds*.
- la concurrence parfaite est un mythe, un concept sans contenu scientifique. La concurrence est toujours oligopolistique, imparfaite et donc inefficace en termes d'allocation des ressources et des compétences. Autrement dit, l'intervention publique, loin de violer les lois de la concurrence, peut permettre de corriger ces inefficacités. Mieux, le ciblage d'une politique industrielle sectorielle (interdit par la Commission européenne depuis vingt ans pour préserver une saine « concurrence ») est un outil banal, normal, que la plupart des pays occidentaux ont abandonné depuis les années 1970 et qu'il s'agit de redécouvrir à toute vitesse.

L'austérité tue, nous en avons l'illustration en ce moment même, dans nos services de réanimation.

Il est donc légitime et nécessaire que les États occidentaux, aujourd'hui (comme hier), pratiquent de la dépense budgétaire pour financer l'effort de reconstruction de l'appareil productif qui sera nécessaire à la fin du confinement en privilégiant tel ou tel secteur. Bien évidemment, leurs dettes publiques vont augmenter. Faut-il rappeler que, pendant la Seconde guerre mondiale, le déficit public des États-Unis a atteint 20% du PIB plusieurs années de suite ? En l'absence de dépense massive, maintenant, par l'État, pour sau-

ver l'économie, le déficit sera bien plus important encore demain. Il n'est pas inutile, ici, de rappeler également que le plan d'ajustement structurel imposé à la Grèce n'a servi strictement à rien : le ratio dette publique/PIB d'Athènes atteignait les mêmes niveaux en 2019 qu'en 2010. Autrement dit, l'austérité tue, nous en avons l'illustration en ce moment même, dans nos services de réanimation. Et elle ne résout aucun problème macro-économique.

La véritable difficulté — et elle est majeure— consiste à coordonner et organiser la création d'emplois dans la production agricole et industrielle21 : la bureaucratie d'État européenne a perdu l'essentiel de la culture industrielle des hauts fonctionnaires d'après-guerre et ne sait guère faire autre chose que multiplier les bullshit jobs de contrôleurs et de consultants22. Une grande partie de la haute fonction publique française ne fait guère exception. Il n'y a pas d'autre issue qu'une collaboration entre la fonction publique et le management des groupes industriels français en lien avec la société civile et les partenaires sociaux.

Annuler une partie des dettes publiques

Il y a, par ailleurs, un moyen simple de soulager tout de suite les finances publiques des États en état d'urgence nationale : effacer les dettes publiques détenues par la BCE. Je l'ai rappelé plus haut, la BCE injecte déjà, à nouveau, des tombereaux de liquidités en rachetant des titres de dette publique. Elle doit le faire en fléchant cet argent non dans le système bancaire mais dans l'économie réelle et annuler la dette publique qu'elle détient dans son bilan. La seule annulation du remboursement du principal revient à faire disparaître plusieurs centaines de milliards d'euros de dettes souveraines. Dans le cas de la France, une estimation suggère un montant d'environ 400 milliards d'euros aujourd'hui23. Cela signifierait que l'État français pourrait d'emblée injecter 17% du PIB (pré-pandémie) dans l'économie. Nous sommes dans les bons ordres de grandeur de ce qu'ont fait les États-Unis pendant la Seconde guerre mondiale.

Comme il faudra, de toute façon, réviser le statut de la BCE une fois la crise passée, l'institution actuelle peut fort bien continuer à créer de la monnaie sans fonds propres ou avec des fonds propres négatifs.

Certains considèrent qu'une telle annulation serait synonyme d'un Armageddon financier. Mais cela sera le cas dans quelques jours, si nous ne prenons pas très vite des dispositions très fortes : 30% de la capitalisation boursière mondiale ont déjà disparu en deux semaines. La Banque centrale est la seule banque qui puisse fonctionner sans fonds propres (moins de 100 milliards d'euros aujourd'hui) voire avec des fonds propres négatifs. Elle peut parfaitement les utiliser pour éponger une partie des pertes que cette annulation lui infligerait et continuer de fonctionner. Et les traités européens n'obligent pas les États membres de la zone euro à renflouer la BCE au prorata de leur PIB. Comme il faudra, de toutes façons, réviser de fond en comble le statut de la BCE une fois la crise passée, l'institution actuelle peut fort bien continuer à créer de la monnaie sans fonds propres ou avec des fonds propres négatifs. C'est tout ce dont nous avons besoin. Enfin, la Cour de justice de l'Union européenne n'est pas contrainte de considérer que cette annulation du principal revient à un financement direct dissimulé des Trésors souverains. Cette annulation peut même s'opérer immédiatement dans le respect de l'orthodoxie des traités. Orthodoxie qui, de toute façon, n'est plus respectée par personne aujourd'hui et devra être remise en cause à l'issue de la crise.

Le seul véritable risque d'une telle annulation de dette serait une vive spéculation contre l'euro sur les marchés des changes de la part d'investisseurs qui estimeraient, à tort, cette politique suicidaire. Il y a deux réponses à cela : a) face à l'urgence, une fièvre spéculative sur les marchés des changes serait un moindre mal ; b) les investisseurs, aujourd'hui, encaissent des pertes colossales sur les marchés financiers d'obligations et d'actions (un tiers de la capitalisation boursière mondiale a déjà disparu en deux semaines) : les circonstances actuelles devraient les aider à comprendre que faciliter la dépense budgétaire aujourd'hui est le seul moyen de sauver l'Europe. Un instant de raison devrait les inciter, au contraire, à acheter de l'euro si la BCE se résout à annuler les dettes souveraines qu'elle détient.

Pour l'heure, l'urgence est à la résolution la plus rapide possible de la crise sanitaire et à la sortie du confinement : il n'y a pas de contradiction entre les impératifs sanitaire et économique, au contraire. Le seul moyen d'y parvenir tient dans un engagement massif de l'État : en Espagne, les cliniques privées ont été réquisitionnées ; au nord de l'Italie, des hôtels sont transformés en services de réanimation de campagne.

Enfin, dépister est l'unique solution pour hâter la sortie du confinement sans condamner les populations à devoir se remettre aussitôt en quarantaine.

Gaël Giraud

1 Gaël Giraud, « Dépister et fabriquer des masques, sinon le confinement n'aura servi à rien », *Reporterre*, 24 mars 2020.
2 Selon l'OCDE, l'Allemagne dispose de deux fois plus de lits de soins d'urgence par habitant que la France. *C.f.* Robin Prudent, « Coronavirus : la France compte moins de lits en "soins aigus" que la moyenne des pays développés », *France Info*, 23 mars 2020.
3 Ici, il s'agit d'*euro-bonds* : des obligations ou titres de créance garantis par la Banque centrale européenne et donc dans les pays de la zone euro solidairement, *NDLR.*
4 *Cf*. G. Giraud, « Les Piigs, la dette et l'anorexie budgétaire », *Revue Projet*, 2010.
5 *Cf.* G. Giraud, *Illusion financière*, Éditions de l'Atelier, 2014.
6 Ben Casselman, Patricia Cohen et Tiffany Hsu, « 'It's a Wreck' : 3.3 Million File Unemployement Claims as Economy Comes Apart », *The New York Times*, 26 mars 2020.
7 Steve Matthews, « U.S. Jobless Rate May Soart to 30%, Fed's Bullard says », *Bloomberg*, 22 mars 2020.
8 Comme la fameuse règle des 3% maximum pour la dette publique, *NDLR*.
9 En réalité, le gouvernement italien a dû acheter le matériel médical chinois. La sollicitude de Pékin est donc toute relative.
10 *Cf*. G. Giraud, « Quelle économie européenne pour demain ? », *Revue Projet*, septembre 2008. « L'Europe entre faillite et reconstruction : année zéro », *Études*, février 2011 et « Après le krach des dettes publiques, reconstruire », *Études*, octobre 2011.
11 *Cf.* N. Dufrêne, P. Gilbert et G. Giraud, « Comment financer une politique ambitieuse de reconstruction écologique ? », Institut Rousseau, 2020. A. Grandjean et N. Dufrêne, *Une Monnaie écologique : pour sauver la planète*, Odile Jacob, 2020. Cela suppose que la BPI puisse enfin fonctionner comme une banque, *cf*. G; Giraud, « Banque publique d'investissement, la mal nommée », *Revue Projet* n°331, décembre 2012.
12 *Cf.* G. Giraud, « L'épouvantail du protectionnisme », *Revue Projet*, février 2011 n°320. « Plaidoyer pour un protectionnisme européen », *Revue Projet*, avril 2011, n°321.
13 Dans son modèle, Keynes entend relancer l'économie en facilitant les crédits à la consommation, *NDLR.*
14 Avec l'approbation de l'économiste Milton et son épouse. *Cf.* Milton et Rose Friedman, *Two Lucky People*, The University of Chicago Press, 1998.
15 RJ Partington, « UK government to pay 80% of wages for those not working in coronavirus crisis », *The Guardian*, 20 mars 2020.
16 Philip Ryan, « Coronavirus unemployment payment to rise to €350 per week and Government to pay 70pc of retained workers' salaries », *The Independant*, 24 mars 2020.
17 Derek Thompson, « Denmark's idea could help the world avoid a great depression », *The Atlantic*, 21 mars 2020.
18 Sonia Sirletti, John Follain et Flavia Rotondi, « Italy announces $28 billion plan to cushion virus-hit economy », *Bloomberg*, 10 mars 2020.

19 Rémi Noyon, « Gaël Giraud : « Avec cette pandémie, la fragilité de notre système nous explose à la figure » », *L'Obs*, 20 mars 2020.
20 Soit l'équivalence entre l'augmentation de la dette publique aujourd'hui et l'augmentation des impôts requise demain pour le remboursement de cette dette, *NDLR.*
21 Le problème n'est pas nouveau, *cf.* G. Giraud, « Quelle politique industrielle en Europe ? », *Revue Projet*, mai 2010, n°316.
22 *Cf*. David Graeber, *Bullshit jobs*, Les Liens qui libèrent, 2018.
23 Michel Lepetit, « Nourrir le débat sur une annulation partielle (370 milliards d'euros) de la dette publique », blog *Chroniques de l'Anthropocène*, 15 avril 2019.
Source : https://www.revue-projet.com/articles/2020-04-giraud-face-a-une-crise-economique-inedite-le-necessaire-engagement-massif-de-l-etat/10522

De la fabrique du sacré à la révolution eucharistique
Quelques propos sur le retour à la messe.

François Cassingena Trevedy est moine bénédictin de l'abbaye de Ligugé (Vienne), spécialiste de liturgie, grand connaisseur des Pères de l'Eglise. Il est aussi artiste, poète et participe à la revue ETUDES.
Ce texte est remarquable de finesse d'analyse, de grande profondeur et d'incitation à la réflexion et à la mise en route de chemins nouveaux.

C'est décidément chose étrange comme la messe, dans l'histoire religieuse de notre pays, a pu faire l'enjeu de débats et le fait encore, même depuis que l'immense majorité de nos concitoyens a cessé de s'y rendre, au point que l'on peut se demander, parfois, si toute cette chamaillerie épisodique n'entre point parmi les indicateurs de notre identité française. Que l'on songe à la fameuse boutade d'Henri IV converti par diplomatie au catholicisme, dans la perspective de son sacre de 1593 : « Paris vaut bien une messe », ou encore, en plein affrontement de la République et de l'Église à l'aube du siècle dernier, aux non moins fameuses « fiches » du Général André qui portaient éventuellement, sur les cadres de l'Armée, l'indication suivante : « va à la messe ». Alors que la normalisation d'une *forme ordinaire* et d'une *forme extraordinaire* du même rite romain (2007) n'a pas encore tout à fait aplani la courbe d'une opposition névralgique entre la « nouvelle messe » (1969) et la « messe de toujours » (?) qui connut chez nous son pic entre 1976 et 1988, la messe s'est trouvée tout récemment au cœur des revendications d'un puissant « lobby » catholique, au spectre complexe, auprès des autorités civiles, injustement soupçonnées de compromissions avec un anti-christianisme souterrain et invétéré.

Parce qu'elle a fait couler beaucoup d'encre ces derniers temps, et suscité de nombreuses prises de parole, il m'est venu à l'idée, ou plutôt il me tient à cœur de toucher quelques mots de la messe ou, plus exactement (car la nuance est considérable entre les deux termes), de l'Eucharistie. Ce faisant, j'espère, toujours attentif à tenir mon engagement, rendre quelque service, non seulement à la communauté catholique, mais au monde qui l'entoure et qui doit la considérer parfois, avouons-le, avec une certaine perplexité.

Assurément, la messe, passablement estompée du paysage sociologique français et désertée par une masse toujours plus considérable de baptisés officiels, a fait ces jours-ci beaucoup de réclame. Assurément, beaucoup de fidèles seront heureux, très prochainement, de retourner à la messe. Mais là ne devra pas s'arrêter notre chemin, et c'est précisément toute la matière de mon propos. Car enfin, sous la messe, l'Eucharistie ne s'est-elle pas faite ces temps-ci quelque peu oublier ? Tout le bruit que l'on a fait – et qu'à vrai dire l'on fait depuis si longtemps autour de la messe (sinon parfois au cours de la messe…) – ne nous empêche-t-il pas d'entendre l'Eucharistie ? Ne nous distrait-il pas sans cesse d'entrer dans le processus vertigineux qu'a inauguré, pour nous, au soir de sa passion, le geste à la fois si simple et si innovant de Jésus ? Il va donc falloir que, pour notre édification mutuelle et pour l'édification du monde (il serait temps

d'y penser…), nous retournions non seulement à la messe, mais à l'Eucharistie, à supposer que quelqu'un d'entre nous puisse se targuer d'être jamais allé tout à fait jusque-là.
Il va falloir que nous allions de *ma* messe à *la* messe (ce qui représente déjà un pas considérable), et puis de la messe à l'Eucharistie, ce qui est l'œuvre de toute une vie chrétienne et de tout le pèlerinage temporel de l'Église vers le Royaume. Il va falloir que nous allions de la messe qui agite, qui divise, à l'Eucharistie qui est le « signe de l'unité » (Vatican II, Constitution *sur la sainte liturgie*, 47, citant Augustin).
Les temps que nous venons de traverser, et qui sont loin d'être révolus sans doute, ont réveillé beaucoup de fantasmes archaïques : celui de nos peurs, bien sûr, mais aussi celui de la « religion » (sinon parfois de la religiosité) qui cherche à les exorciser. *Et antiquum documentum novo cedat ritui,* chantait-on jadis dans le *Tantum ergo* qui accompagnait les Saluts du Saint-Sacrement, c'est-à-dire : « Que l'ancienne alliance cède le pas au Rite de la nouvelle. » Est-il certain que, touchant à ce « si grand Sacrement » – *Tantum ergo Sacramentum* – nous ayons vraiment fait le pas personnel et ecclésial qui va de l'ancien au nouveau, de l'archaïque à l'eschatologique, de l'habituel à l'inouï, du religieux au révolutionnaire, de la « religion » au christianisme ? Car enfin *si* nous savions *le Don de Dieu* (Jn 4, 10), si nous entrevoyions la portée de l'Acte pascal de Jésus qui nous a été *transmis* (1 Co 11, 23), si nous réalisions le caractère proprement explosif de la *Fraction du pain* (Lc 24, 35), alors nous ririons de nos mesquineries, nous pleurerions de nos disputes. De fait, à ausculter tout ce qui s'est donné ces derniers temps à voir, à lire et à entendre çà et là, l'on ne peut s'empêcher d'éprouver un sentiment de tristesse et l'on demeure parfois franchement ahuri. L'on croyait disparu depuis longtemps le « matérialisme » sacramentel : en fait il est toujours vivace, il semble s'endurcir, et s'entretient de tout ce que notre religion non évangélisée comporte de primaire.
Je parlerai donc ici comme modeste théologien, mais aussi, tout simplement, comme baptisé, comme chrétien du XXIe siècle, comme chrétien « œcuménique » aussi respectueux de l'héritage de nos Pères dans la foi que soucieux de la réception de l'Évangile par le monde d'aujourd'hui.

Rappelons d'abord que les sacrements chrétiens, gestes sauveurs du Christ identifiés et sans cesse approfondis par l'Église, traversent l'histoire des hommes : le style de leur célébration comme la théologie que l'on en fait. À commencer par l'Eucharistie qui est le plus grand d'entre eux, et justement parce qu'il est le plus grand. *Tantum ergo Sacramentum…* C'est ainsi que l'on peut considérer, au fil des siècles, une célébration paléochrétienne, une célébration médiévale, une célébration baroque, une célébration romantique, une célébration antéconciliaire et une célébration postconciliaire de l'Eucharistie. Et c'est encore ainsi qu'il s'est élaboré des théologies successives de l'Eucharistie : celle d'Augustin, celle de Paschase Radbert, celle de Thomas d'Aquin, celle de Suarez, celle de Odo Casel, pour ne citer que quelques exemples. Aucune n'a eu ni n'aura d'ailleurs le dernier mot, puisque aussi bien le geste testamentaire de l'homme de Nazareth – le festin qu'il a fait de son destin – ne cesse de dévoiler des aspects inédits, compte tenu des investigations de l'exégèse et de la science historique, des évolutions de l'ecclésiologie, de l'expérience pastorale et spirituelle.

Or, au fil de l'histoire, la grande tentation qui guette notre célébration, notre théologie et notre rapport subjectif à l'Eucharistie, est le matérialisme. Car il existe bel et bien un matérialisme qui plombe notre compréhension, notre fréquentation, notre « économie » des réalités les plus spirituelles[1]. C'est peut-être d'ailleurs autour de l'Eucharistie que la tentation « religieuse » se fait la plus forte : celle de réduire le Vivant et la Vie à *quelque chose* que l'on fait, que l'on tient, que l'on consomme, que l'on mérite, que l'on possède. C'est relativement à l'Eucharistie que la régression chrétienne vers le « religieux » se fait la plus menaçante, alors même que ce « religieux » se drape dans les **atours d'un « sacré » dont les attaches étrangement païennes** n'ont pas grand-chose à voir avec la nouveauté radicale – révolutionnaire – qu'a instaurée le christianisme originel.
La théologie du haut moyen-âge occidental, régressant à cet égard sur des pages d'Augustin qui n'ont rien perdu de leur justesse (*Cité de Dieu,* X, 6 ; *Sermon* 272), a parlé volontiers – et maladroitement – des sacrements comme « vases » et comme « remèdes ». De fait, ce serait tellement facile, dans un sauve-qui-peut, dans un mouvement d'accaparation infantile, de mettre le bon Dieu en boite ! Mais les sacrements

ne sont pas des vases tels qu'il s'en voyait autrefois sur les rayons des apothicaires et, même si le Christ guérit, les sacrements ne sont pas davantage des « médicaments » dans le sens immédiat du terme. Le Corps du Christ n'est pas une barre énergétique, ni le Sang du Christ une tisane bio.

Or est-il bien sûr qu'une conception magique, utilitariste et égoïste des sacrements, et particulièrement de l'Eucharistie, ne continue pas, aujourd'hui, à hanter le tréfonds des consciences chrétiennes ? Les vases sacrés de nos liturgies, si légitime que soit le souci que nous avons de leur beauté, ne doivent pas nous donner le change : **rien ne confine la Présence**. Et le vocabulaire de la « Présence réelle » lui-même ne doit pas prêter à contresens : *res,* qui renvoie à une Réalité vivante, au grand Réel, à Celui qui est *le Véritable* (1 Jn 5, 20), se voit presque immanquablement tiré, du fait de nos manipulations, du côté de la « chose ». Or l'Eucharistie n'est pas Quelque Chose, pas même la Chose la plus précieuse qui soit au monde : elle est Quelqu'un. Et ce n'est pas tout : elle est Nous, car *Ceci est mon corps* (Mt 26, 26), toujours au péril d'être chosifié, doit être sans cesse « équilibré », éclairé par l'affirmation paulinienne : *Or vous êtes, vous, le corps du Christ* (1 Co 12, 27).
Peut-être la véritable « institution » de l'Eucharistie serait-elle à chercher (ou du moins à chercher davantage qu'on ne le fait d'ordinaire) dans la parole de Jésus lui-même en Mt 18, 20 : *Quand deux ou trois sont réunis en mon Nom, Je suis là au milieu d'eux.* L'Eucharistie n'est donc pas ce Quelque chose, si précieux soit-il, si « sacré » soit-il, à quoi nous la réduisons par commodité, par faiblesse, par régression, par intérêt : **elle est Lui, elle est Nous, elle est Lui *avec* Nous et Nous *avec* Lui, elle est cet Entre-Nous au milieu duquel Il surgit** (ressuscite), au milieu duquel Il se produit librement comme Événement pascal, comme Événement unique. Elle est l'Aliment vivant (Jn 6) et personnel, humano-divin (Jésus, l'homme du Père), de notre vivre-ensemble-en-Lui. Elle est Présence, elle est Acte, avec toutes les conséquences « sociales « (proprement explosives et révolutionnaires), avec tout l'humanisme intégral qui en découle et dont Mt 25, 40 donne l'indépassable formule : *En vérité, je vous le dis : ce que vous avez fait à l'un de ces plus petits qui sont mes frères, c'est à moi que vous l'avez fait.*

Si l'Eucharistie est « provoquée » par notre décision de vivre ensemble (*deux ou trois en mon Nom*) et non par notre instinct grégaire, l'on saisit alors l'importance fondamentale de ce que nous mettons en commun, de ce que nous avons en commun, ou plutôt de ce que nous *sommes* en commun, et qui est proprement l'Église. L'Eucharistie n'est pas le bonbon d'une jouissance individuelle (*mon* Jésus à moi tout seul), mais l'inauguration sacramentelle de notre difficile construction commune en Corps du Christ, avec ses redoutables exigences et le ferme propos qu'elle réclame, car, même si nous avons toujours l'amour à la bouche et aux cordes de nos guitares, nos assemblées raboutent parfois les uns aux autres des êtres qui, en surface, ne peuvent pas se sentir, dans une proximité où se révèle l'humour du grand Vivant qui nous a invités. **L'intimité la plus délicieuse avec Jésus postule la solidarité la plus industrieuse avec ses « frères** : en christianisme, il n'y a pas de vie mystique en *a parte*. Et la « messe », quand messe il y a, n'est pas autre chose que la célébration humble, exigeante et festive de tout cela. Je dis bien « célébration » et non « cérémonie », ni « culte » ; la messe n'est pas le culte de l'Être Suprême : laissons ce vocabulaire du « culte » aux autorités publiques, qui en usent au demeurant fort respectueusement et auxquelles on ne saurait reprocher, bien sûr, d'entrer dans le vif de la réalité en question.

La chosification récurrente et endémique de l'Eucharistie a deux corollaires. Le premier est le consumérisme sacramentel qui, inconsciemment sans doute, use de l'Eucharistie, non comme du *Pain de vie* (Jn 6, 34), non comme du Vivant-Pain postulant le *vivre*, avec ses vertigineuses conséquences existentielles, mais comme d'un objet de consommation religieuse qui se juxtapose sans scrupules, le cas échéant, à d'autres formes du consumérisme moderne, avec tous les excitants émotionnels qui les accompagnent d'ordinaire. L'on se met alors à réclamer le sacrement comme un droit[2], l'on exige son église comme son restaurant ou sa station-service, dans une même « grande-surface » des besoins et des choses dont l'indifférenciation, affleurant dans certains propos récents, fait sérieusement problème. Pareille mentalité n'est pas sans lien avec la surconsommation sacramentelle à laquelle nous ont habitués, il faut bien le re-

connaître, des siècles de chrétienté sociologique et qui, Dieu merci (peut-être !), se voit aujourd'hui de plus en plus compromise par la raréfaction des ministres ordonnés. Cette « surconsommation » est d'ailleurs majoritairement le fait des grandes agglomérations urbaines, pourvues d'un clergé plus nombreux, et qui ne semblent guère se représenter les régions de « disette » eucharistique qui les environnent : comment ne pas considérer comme une injustice à la fois sociale et spirituelle (trop peu relevée comme telle), le fait que les villes aient un accès beaucoup plus facile à l'Eucharistie que les campagnes ? L'on peut s'interroger, en tout cas, sur une certaine prétention, une certaine revendication, quant à l'accès « automatique » à l'Eucharistie. Car l'on ne vient pas à l'Eucharistie automatiquement, machinalement, pour obtenir son quota de satisfactions personnelles et de relations sociales adjacentes. Une plus grande frugalité ne serait-elle pas de mise, que n'imposerait ni la pénurie grandissante de ministres, ni je ne sais quelle recrudescence de sévérité janséniste, mais la nature même de l'Eucharistie ?

Ne faudrait-il pas envisager courageusement, pour l'avenir, et jusque dans nos communautés religieuses encore privilégiées, des messes plus espacées dans le temps, des messes qui viendraient consacrer, non pas un azyme insipide d'habitudes et de vies parallèles, mais le pain chaleureux, laborieux et complet de vies résolues à entrer pratiquement en communion profonde, à soutenir l'effort d'un pardon explicite et réciproque, et surtout ce partage fraternel de la Parole de Dieu qui, servant d'unique table sainte, fait la dignité d'un Peuple d'interprètes ? En d'autres termes, c'est l'épaisseur et la consistance de nos **« provisions » eucharistiques qui sont à examiner et à travailler : provisions humaines faites de nos énergies, de nos travaux, de nos épreuves, de nos joies, de nos relations, tout ceci pour des eucharisties moins obligées, moins automatiques, moins machinales,** qui viendraient tout simplement en leur lieu et en leur temps, et par conséquent plus à même de sustenter, parce que **nécessitées par un arriéré de vie plus incarnée, plus ardente, et peut-être plus périlleuse** (voir Ac 27, 33-38). Il ne faudrait pas que le désir individuel (sinon individualiste) de *consommer* nous obnubile à tel point que nous en venions à oublier, ici, ce que nous devons *apporter* : la matière première, le petit bois de notre humanité et les poissons de notre pêche commune, à l'issue de la peineuse nuit (Jn 21, 10).
Moins immédiat, peut-être, à se révéler comme tel, mais non moins grave, le second corollaire de la chosification de l'Eucharistie, ou sa seconde conséquence, est le cléricalisme. Car celui-ci se porte évidemment très bien de celle-là. Dans ces conditions, largement entretenues par les séquelles d'une théologie scolastique et tridentine mal comprise, toujours en passe de séduire, le prêtre s'impose comme le « sacrificateur » attitré qui « fabrique », qui « confectionne » l'Eucharistie (*sacra facere*), qui a autorité sur elle – sur Dieu même, pensez ! –, qui l'administre, qui la possède, avec la tentation trop évidente d'en confisquer la possession, avec le prestige personnel qui s'attache à son « pouvoir » (il faudrait évoquer ici la focalisation quasi magique sur les paroles de la consécration, si préjudiciable à l'équilibre de la théologie eucharistique). **Prêtre fabriqué comme sacré par les instituts de formation cléricale, se fabriquant lui-même comme sacré dans la représentation qu'il a de lui-même, et fabricant de sacré aux yeux de trop de chrétiens qui en restent à une religion préchrétienne, voire non chrétienne[3]**. Tout cela est aussi dangereux que désuet. En réalité ce n'est pas le prêtre, encore moins le prêtre seul, qui « fait » l'Eucharistie, mais **l'Église**. Le prêtre n'est pas l'homme exceptionnellement habilité à la « confection » du sacrement, mais le coordinateur et le serviteur de l'Action eucharistique à laquelle toute la communauté chrétienne collabore. Il n'est pas le fournisseur de la dévotion eucharistique, mais l'intermédiaire – l'entremetteur judicieux et délicat – de la Rencontre de la Communauté avec son Seigneur : **il est celui qui porte le souci de la vie eucharistique du Peuple de Dieu dans l'exercice concret de la charité dont l'Eucharistie est le sacrement**. Il prend soin, si j'ose dire, du soin que le Corps de Jésus-Christ a de lui-même et de tout le Monde invité à faire Corps en Jésus-Christ. Il est à souhaiter, pour l'avenir, que le prêtre, exonéré d'un fonctionnariat sacramentel dévorant qui réduit et épuise la portée véritable de son ministère, puisse participer ordinairement aux divers travaux séculiers des hommes et, de la sorte, **se faire « ouvrier » au sens large et pluriel du terme**. Faut-il ajouter que des hommes mariés seraient tout à fait en mesure de satisfaire à une telle reconfiguration du ministère ordonné ? Il est par ailleurs inutile désormais, compte tenu de l'état des lieux, de prétendre désespérément à la possession intégrale d'un territoire pour y imposer,

pour y « maintenir » partout la messe. Le modèle territorial de la pastorale agonise et il est grand temps de battre en retraite pour oser et affiner d'autres modes, non de conquête, mais de présence : modes prophétiques, à proportion de leur modestie. Mieux vaut que le prêtre « lâche prise » territoriale pour faire signe, là où il est, à échelle humaine, en ayant à cœur d'éveiller une **communauté nécessairement éparse à ses responsabilités baptismales**, de faire grandir le Peuple de Dieu en intelligence de la Parole de Dieu, tandis qu'il s'abreuve lui-même profondément à cette source. L'on verrait bien, alors, non par effet d'une quelconque défaite, mais par décision positive et réfléchie, des eucharisties plus rares dans l'espace et dans le temps, mais aussi plus sommitales, c'est-à-dire mieux préparées par une longue marche commune (Lc 24, 13) vers ce « sommet » qu'elles représentent ; **des eucharisties qui « restaurent » à l'étape** (Lc 24, 28-30), au sens plénier du terme, parce qu'elles ne sont plus de simples chèques rituels sans provisions d'existence généreuse. Certains s'émerveillent du nombre de messes qui se disent à travers le monde en l'espace d'une minute : imaginons au contraire qu'il ne s'en célèbre qu'une seule où chacun se livrerait sans réserve au dynamisme pascal de Jésus-Christ et s'abimerait littéralement, non dans des émotions sensibles, mais dans les conséquences logiques, pratiques – vertigineuses – de *Ceci est mon Corps / Vous êtes le Corps du Christ* : cette unique explosion nucléaire suffirait à transformer le monde. L'Eucharistie, en vérité, si on la laisse faire, si on se laisse faire par elle, personnellement, communautairement, mondialement, c'est de la dynamite : *Christ, Puissance (dynamis,* en grec) *de Dieu et Sagesse de Dieu* (1 Co 1, 24). *Puisse-t-il illuminer les yeux de votre cœur pour vous faire voir (…) quelle extraordinaire grandeur sa puissance revêt pour nous, les croyants, selon la vigueur de sa force qu'il a déployée en la personne du Christ* (Ep. 1, 18-20).
Et c'est ainsi qu'avec la chosification de l'Eucharistie il convient d'évoquer cette espèce d'inflation du rituel qui porte préjudice au spirituel ou s'autorise de fausses spiritualités. Assujettissement du spirituel au rituel, comme si, moyennant la régression religieuse dont j'ai parlé plus haut, le rituel était un absolu et décidait de tout, même de la catholicité de ceux qui participent à la messe ou la célèbrent, avec toutes les excommunications sournoises que cela entraîne. On idolâtre les cérémonies au lieu d'entrer dans le mystère d'amour et de communion fraternelle dont elles ne sont que le seuil.

Certes, **il ne s'agit pas de mépriser le rituel** ni d'en faire superbement l'économie. Le rituel est nécessaire à la célébration de l'Eucharistie, et ce pour trois raisons. Pour une raison anthropologique, d'abord, car l'homme est naturellement créateur de ritualité ; pour une raison sociologique, ensuite, car un minimum de ritualité est indispensable à un bien vivre ensemble ; pour une raison esthétique, enfin, parce que la célébration eucharistique, en l'occurrence, appelle spontanément tout « l'offertoire » de la beauté dont l'homme est capable (et Dieu sait les trésors de beauté architecturale, poétique, plastique, musicale dont l'Eucharistie ne cesse d'être le foyer). Reste que nos dispositifs rituels ne confinent pas la Présence, ne conditionnent pas la Présence, n'obligent pas le Vivant à se présenter parmi nous. La messe n'est pas une machine rituelle garantie (et dûment vérifiée) pour « fabriquer » de la Présence réelle ! Nous nous contenterons donc, pour satisfaire à ce que nous sommes, pour mieux nous donner rendez-vous mutuel, pour mieux honorer l'Ami qui vient à notre domicile, **d'une ritualité sobre, digne, raisonnable, ni bizarre, ni obsessionnelle, ni maniaque,** comme il se voit dans ces hybridations néo-rétro dont maints célébrants prennent couramment l'initiative. *Marthe, Marthe, tu t'agites… Une seule chose est nécessaire* (Lc 10, 41-42). Et puis, parce que le Vivant est agile et libre, parce que le Bien-Aimé *saute sur les montagnes et bondit sur les collines* (Ct 2, 8), nous serons attentifs à tous les événements « eucharistiques » non ritualisés, non formalisés, inofficiels, de notre vie, à toutes les saillies imprévisibles de la Présence.

Car il se passe bel et bien de l'eucharistique dans nos vies, et pas forcément à l'heure ni au lieu de la messe… Il se fait tout à coup de la Vie avec les natures mortes de notre vie… Tout ce minerai eucharistique, infiniment précieux, est à discerner après coup, à garder en mémoire, à conduire à l'église quand l'église est ouverte, et à apporter dans l'offertoire secret de nos messes dominicales, afin de ne pas y arriver le cœur vide. La *fraction du pain* (le premier et le plus beau nom de l'Eucharistie, Lc 24, 35 ; Ac 2, 42) dit quelque chose de la « fragilité » de Dieu et de la nôtre, en chemin : elle peut fulgurer tout à coup, entre les

mains humaines les plus humbles, les plus rudes, les plus inattendues, tandis qu'elle échappe des mains de ceux qui pensent en être les propriétaires.

Au vrai, il se rencontre partout des éclats du Vivant, et nous sommes nous-mêmes ces éclats. *Nul* ne saurait *mettre la main sur lui* (Jn 7, 30), ni individu, ni institution. La manne est pure gratuité : elle *pourrit* dès l'instant qu'on la met *en réserve* (Ex 16, 19-21).
Nos églises vont ouvrir à nouveau leurs portes à tous ceux dont nous serons si heureux de revoir le visage et d'entendre la voix au terme de ces longues semaines de séparation. *Fais-moi entendre ta voix, car ta voix est douce et ton visage est beau* (Ct 2, 14), dit le Seigneur à son Peuple, dit la Parole de Dieu au Peuple de Dieu. Nos églises vont ouvrir bientôt leurs portes **: il est temps d'y faire encore un peu de ménage.** De nous mettre au clair, surtout, quant à la conception que nous nous faisons de leur finalité, c'est-à-dire de l'Eucharistie que nous y célébrons.

Nos églises vont-elles ouvrir seulement pour un entre-soi confortable, pour des cérémonies où le rituel distrait du spirituel, pour la répétition de fadaises et de boniments infantiles, pour l'appel racoleur et tapageur à des émotions fugitives, pour l'entretien exténué et morose de la consommation religieuse ? Ou bien vont-elles s'ouvrir pour un questionnement et un approfondissement de nos énoncés traditionnels, pour une interprétation savoureuse de la Parole de Dieu loin de toute réduction moralisante, pour une ouverture efficace aux détresses sociales, pour une perméabilité réelle aux inquiétudes, aux doutes, aux débats des hommes et des femmes de ce temps, en un mot pour la révolution eucharistique ? Si le temps de confinement et de suspension du « culte » public nous a permis de prendre la mesure de la distance qui sépare les deux extrêmes de cette alternative, autrement dit du pas que le Seigneur de l'histoire attend de nous, alors, pour parler comme le bon roi Henri, le bénéfice que nous avons retiré valait bien quelques messes… en moins.

FANÇOIS CASSINGENA-TRÉVEDY
20 mai 2020, solennité de l'Ascension

[1] Il peut s'accompagner, paradoxalement, d'une indifférence complète au corps (nos corps !), à l'importance de sa présence et du contact physique qu'il appelle, comme l'ont montré certaines pratiques sacramentelles palliatives discutables durant le temps du confinement.
[2] On peut revendiquer la messe (« Nous voulons Dieu dans la patrie », comme il se chantait autrefois) : on ne saurait revendiquer l'Eucharistie ; à la pure grâce on ne peut que rendre grâces.
[3] J'ai inventorié les attaches historiques, psychologiques et politiques de tout cela dans mon petit livre *Te igitur. Autour du Missel de saint Pie V,* éditons Ad Solem, 2007.

L'Eglise doit sortir de son confinement spirituel

…estime Tomás Halík, le grand intellectuel tchèque. *La Vie* publie la version française d'un texte sur le covid-19 qui suscite déjà le débat en Europe et aux États-Unis. Professeur de sociologie à l'université de Prague, l'auteur a été ordonné prêtre clandestinement durant le régime communiste.

« Lors de grandes calamités, il est naturel de se préoccuper d'abord des besoins matériels pour survivre. Mais on ne vit pas que de pain. Le temps est venu d'examiner les implications plus profondes de ce coup porté à la sécurité de notre monde. L'inéluctable mondialisation semble avoir atteint son apogée. La vulnérabilité générale d'un monde global saute maintenant aux yeux. Quel genre de défi cette situation représente-t-elle pour le christianisme, pour l'Église et pour la théologie ?

L'Église devrait être un « hôpital de campagne ». Par cette métaphore, le pape veut dire que l'Église ne doit pas rester dans un splendide isolement, mais doit se libérer de ses frontières et apporter de l'aide là où les gens sont physiquement, mentalement, socialement et spirituellement affligés. Oui, c'est comme cela que l'Église peut se repentir des blessures infligées tout récemment par ses représentants aux plus faibles.

Si l'Église doit être un « hôpital », elle doit bien sûr offrir les services sanitaires, sociaux et caritatifs qu'elle a offerts depuis l'aube de son histoire. Mais en tant que bon hôpital, l'Église doit aussi remplir d'autres tâches. Elle a un rôle de diagnostic à jouer, en identifiant les « signes des temps ». Un rôle de prévention, en créant un « système immunitaire » dans une société où sévissent les virus malins de la peur, de la haine, du populisme et du nationalisme. Et un rôle de convalescence, en surmontant les traumatismes du passé par le pardon.

Les églises vides, un signe et un défi

L'an dernier, juste avant Pâques, Notre-Dame de Paris a brûlé. Cette année, pendant le Carême, il n'y a pas eu d'offices religieux dans des centaines de milliers d'églises sur plusieurs continents, ni dans les synagogues et les mosquées. En tant que prêtre et théologien, je réfléchis à ces églises vides ou fermées comme un signe et un défi de Dieu.

Comprendre le langage de Dieu dans les évènements de notre monde exige l'art du discernement spirituel, qui à son tour appelle un détachement contemplatif de nos émotions exacerbées et de nos préjugés, ainsi que des projections de nos peurs et de nos désirs. Dans les moments de désastre, les *« agents dormants d'un Dieu méchant et vengeur »* répandent la peur. Ils en font un capital religieux pour eux-mêmes. Pendant des siècles, leur vision de Dieu a apporté de l'eau au moulin de l'athéisme.

Je ne vois pas Dieu comme un metteur en scène de mauvaise humeur, assis confortablement dans les coulisses des évènements. Je le vois plutôt comme une source de force, opérant chez ceux qui font montre de solidarité et d'amour désintéressé dans de telles situations. Oui, y compris ceux qui n'ont pas de « motivation religieuse » pour leur action ! Dieu est amour humble et discret.

N'avons-nous pas déjà été avertis par ce qui se passe dans de nombreux pays, où de plus en plus d'églises, de monastères et de séminaires se vident et ferment leur porte ?

Mais je ne peux m'empêcher de me demander si le temps des églises vides et fermées n'est pas une sorte de vision nous mettant en garde contre ce qui pourrait se passer dans un avenir assez proche : c'est à cela que pourrait ressembler dans quelques années une grande partie de notre monde. N'avons-nous pas déjà été avertis par ce qui se passe dans de nombreux pays, où de plus en plus d'églises, de monastères et de séminaires se vident et ferment leur porte ? Pourquoi avons-nous pendant si longtemps attribué cette évolution à des influences externes (« le tsunami séculier ») au lieu de comprendre qu'un autre chapitre de l'histoire du christianisme arrive à son terme et qu'il est temps de se préparer pour un nouveau ?

Cette époque de vide dans les bâtiments d'église révèle peut-être la vacuité cachée des Églises et leur avenir probable, à moins qu'elles ne fassent un sérieux effort pour montrer au monde un visage totalement différent. Nous avons beaucoup trop cherché à convertir le monde et beaucoup moins à nous convertir nous-mêmes par un changement radical de l'« être chrétien ».

Quand l'Église médiévale a fait un usage excessif des interdits comme sanction et que ces « grèves générales » de toute la machine ecclésiastique signifiaient que les services religieux n'avaient plus lieu et que les sacrements n'étaient plus administrés, les gens ont commencé à rechercher de plus en plus une relation personnelle avec Dieu, une « foi nue ». Les fraternités laïques et le mysticisme se sont multipliés. Cet essor du mysticisme a sans aucun doute contribué à ouvrir la voie à la Réforme. Non seulement celle de Luther et de Calvin mais aussi la réforme catholique, liée aux Jésuites et au mysticisme espagnol. Peut-être que la découverte de la contemplation pourrait aider à compléter la « voie synodale » vers un nouveau concile réformateur.

Un appel à la réforme

Je ne vois pas en quoi une solution succincte sous forme de substituts virtuels serait une solution suffisante à l'heure où le culte public est interdit. De même, pensions-nous vraiment répondre au manque de prêtres en Europe en important des « pièces de rechange » pour la machinerie ecclésiale à partir d'entrepôts apparemment sans fond en Pologne, en Asie et en Afrique ? Nous devrions accepter l'actuel sevrage des services religieux et du fonctionnement de l'Église comme un *kairos*, une opportunité pour nous arrêter et nous engager dans une réflexion approfondie devant Dieu et avec Dieu. Cet « état d'urgence » est un révélateur du nouveau visage de l'Église.

Nos paroisses, nos congrégations, nos mouvements et nos monastères devraient se rapprocher de l'idéal qui a donné naissance aux universités européennes : une communauté d'élèves et de professeurs, une école de sagesse, où la vérité est recherchée à travers le libre débat et aussi la profonde contemplation. De tels îlots de spiritualité et de dialogue pourraient être la source d'une force de guérison pour un monde malade. La veille de l'élection papale, le cardinal Bergoglio a cité un passage de l'Apocalypse dans lequel Jésus se tient devant la porte et y frappe. Il a ajouté : aujourd'hui, le Christ frappe de l'intérieur de l'Église et veut sortir. Peut-être est-ce ce qu'il vient de faire.

Où est la Galilée d'aujourd'hui ?

Depuis des années je réfléchis au texte bien connu de Friedrich Nietzsche sur le *« fou »* (le fou qui est le seul à pouvoir dire la vérité) proclamant *« la mort de Dieu ».* Ce chapitre s'achève quand le fou va à l'église pour chanter *Requiem aeternam deo* et demande : *« Après tout, que sont vraiment ces églises sinon les tombeaux et les sépulcres de Dieu ? »* Pendant longtemps, plusieurs aspects de l'Église me paraissaient de froids et opulents sépulcres d'un dieu mort. Beaucoup de nos églises ont été vides à Pâques cette année. Mais nous avons pu lire chez nous les passages de l'Évangile sur le tombeau vide. Si le vide des églises évoque le tombeau vide, n'ignorons pas la voix d'en haut : *« Il n'est pas ici. Il est ressuscité. Il vous précède en Galilée. »* Où se trouve la Galilée d'aujourd'hui, où nous pouvons rencontrer le Christ vivant ?

Dans le monde, le nombre de « chercheurs » augmente à mesure que le nombre de « résidents » (ceux qui s'identifient avec la forme traditionnelle de la religion et ceux qui affirment un athéisme dogmatique) diminue. En outre, il y a bien sûr un nombre croissant d'« apathiques » – des gens qui se moquent des questions de religion ou de la réponse traditionnelle qu'on leur donne. La principale ligne de démarcation n'est plus entre ceux qui se considèrent croyants et ceux qui se disent non-croyants**. Il existe des « chercheurs » parmi les croyants (ceux pour qui la foi n'est pas un « héritage » mais un « chemin ») comme parmi les « non-croyants », qui, tout en rejetant les principes religieux proposés par leur entourage, ont cependant un désir ardent de quelque chose pour satisfaire leur soif de sens. Là est la Galilée d'aujourd'hui.**

À la recherche du Christ parmi les chercheurs

La Théologie de la Libération nous a enseigné à chercher le Christ parmi ceux qui sont en marge de la société. Mais il est aussi nécessaire de le chercher chez les personnes marginalisées au sein de l'Église, parmi ceux « qui ne nous suivent pas ». Si nous voulons nous connecter avec eux comme disciples de Jésus, nous allons devoir abandonner beaucoup de choses.

Il nous faut abandonner bon nombre de nos anciennes notions sur le Christ. Le Ressuscité est radicalement transformé par l'expérience de la mort. Comme nous le lisons dans les Évangiles, même ses proches et ses amis ne l'ont pas reconnu. Nous n'avons pas à prendre pour argent comptant les nouvelles qui nous entourent. Nous pouvons persister à vouloir toucher ses plaies. En outre, où serons-nous sûrs de les rencontrer sinon dans les blessures du monde et les blessures de l'Église, dans les blessures du corps qu'il a pris sur lui ?

Nous devons abandonner nos objectifs de prosélytisme. Nous n'entrons pas dans le monde des chercheurs pour les « convertir » le plus vite possible et les enfermer dans les limites institutionnelles et mentales existantes de nos Églises. Jésus, lui non plus, n'a pas essayé de ramener ces *« brebis égarées de la maison d'Israël »* dans les structures du judaïsme de son époque. Il savait que le vin nouveau doit être versé dans des outres nouvelles.

Nous devons apprendre à élargir les limites de notre compréhension de l'Église.

Nous voulons prendre des choses nouvelles et anciennes dans le trésor de la tradition qui nous a été confié et les faire participer à un dialogue dans lequel nous devons apprendre les uns des autres. Nous devons apprendre à élargir les limites de notre compréhension de l'Église. Il ne nous suffit plus d'ouvrir magnanimement une *« cour des gentils ».* Le Seigneur a déjà frappé « de l'intérieur » et est sorti – et il nous appartient de le chercher et de le suivre. Le Christ a franchi la porte que nous avions verrouillée par peur des autres. Il a franchi le mur dont nous nous sommes entourés. Il a ouvert un espace dont l'ampleur et l'étendue nous donnent le tournis.

L'Église primitive des juifs et des païens a vécu la destruction du temple dans lequel Jésus priait et enseignait à ses disciples. Les juifs de cette époque ont trouvé une solution courageuse et créative : ils ont remplacé l'autel du temple démoli par la table familiale, et la pratique du sacrifice par celle de la prière privée et communautaire. Ils ont remplacé les holocaustes et les sacrifices de sang par le *« sacrifice des lèvres »* : réflexion, louange et étude des Écritures. À peu près à la même époque, le christianisme primitif, banni des synagogues, a cherché une nouvelle identité propre. Sur les décombres des traditions, les juifs et les chrétiens apprirent à lire la Loi et les prophètes à partir de zéro et à les interpréter à nouveau. Ne sommes-nous pas dans une situation similaire ?

Dieu en toutes choses

Quand Rome est tombé au début du Ve siècle, les païens y ont vu un châtiment des dieux à cause de l'adoption du christianisme. Les chrétiens y ont vu une punition de Dieu adressée à Rome, qui avait continué à être la putain de Babylone. Saint Augustin a rejeté ces deux explications. Il a développé sa théologie du combat séculaire entre deux « villes » adverses : non pas entre les chrétiens et les païens, mais entre deux « amours » habitant le cœur de l'homme : l'amour de soi, fermé à la transcendance (*amor sui usque ad contemptum Deum)* et l'amour qui se donne et trouve ainsi Dieu (*amor Dei usque ad contemptum sui).* La période actuelle de changement de civilisation n'appelle-t-elle pas une nouvelle théologie d'histoire contemporaine et une nouvelle compréhension de l'Église ?

« Nous savons où est l'Église, mais nous ne savons pas où elle n'est pas », nous a enseigné le théologien orthodoxe Evdokimov. Peut-être ce que le dernier concile a dit sur la catholicité et l'œcuménisme doit-il acquérir un contenu plus profond ? Le moment est venu d'élargir et d'approfondir l'œcuménisme, d'avoir une *« recherche de Dieu en toutes choses »* plus audacieuse.

Nous pouvons, bien sûr, accepter ces églises vides et silencieuses comme une simple mesure temporaire bientôt oubliée. Mais nous pouvons aussi l'accueillir comme un *kairos* – un moment opportun « pour aller en eau plus profonde » dans un monde qui se transforme radicalement sous nos yeux. Ne cherchons pas le Vivant parmi les morts. Cherchons-le avec audace et ténacité, et ne soyons pas surpris s'il nous apparaît comme un étranger. Nous le reconnaîtrons à ses plaies, à sa voix quand il nous parle dans l'intime, à l'Esprit qui apporte la paix et bannit la peur. »

Tomás Halik (né en 1948) est professeur de sociologie à l'Université Charles de Prague, président de l'Académie chrétienne tchèque et aumônier de l'université. Pendant le régime communiste, il a été actif dans l'« Église clandestine ». Il est lauréat du prix Templeton et docteur « honoris causa » de l'Université d'Oxford.

En plein deuil, et naufrages dans une mer d'incertitudes, nous nous demandons comment et quand nous pourrons récupérer ce que le virus emporta avec lui. Mais le souffle et la raison nous poussent à faire un petit pas plus loin, un grand pas décisif, et à nous demander ce que nous devrions récupérer, et ce que nous ne devrions pas récupérer de ce que le virus emporta.

C'est dans ce sens que je veux comprendre la nouvelle consigne : "Transition vers une nouvelle normalité" Curieuse expression que celle-là, contradictoire ou pour le moins ambigüe, car si elle est nouvelle elle ne doit pas être normalité, et si elle est normalité elle ne doit pas être nouvelle. Je considère, cependant, que cette ambigüité ou cette contradiction est constitutive de notre condition humaine, et plus à l'époque incertaine de pandémie dans laquelle tout un monde qui nous paraissait normal s'est effondré et un autre monde auquel nous aspirons est encore à construire. La normalité nous calme, la nouveauté nous enflamme.

Nous avons besoin de normalité, car nous sommes des êtres d'habitudes. Chaque jour est une chaine de routines aussi simples que vitales. Le printemps arrive et la mésange fait son nid, le pommier fleurit. La terre tourne, les astres et les galaxies s'attirent, l'univers s'étend. Une harmonie infinie régie par une mystérieuse force profonde que nous ne savons pas comment appeler. C'est la même qui pousse la routine de la vie, la sainte routine qui nous porte. Nous ne pouvons pas nous arrêter pour soupeser à chaque moment si nous devons nous laver les mains, tourner la tête, mesurer la distance. La routine devient rite, économise de l'énergie, simplifie la vie et la soutient. Faire ses adieux aux morts, fêter une naissance, célébrer un mariage, se promener librement, s'embrasser et se donner des baisers, quand l'esprit et le corps le demandent… ou simplement manger ensemble, et, pour un chrétien, évoquer la présence réelle de Jésus, le crucifié vivant, en se souvenant de sa parole, en mangeant et en buvant simplement, avec la télévision ou sans elle interposée, mais sans besoin d'un prêtre revêtu de l'aube et de la chasuble et de pouvoirs sacrés exclusifs : l'eucharistie que Jésus pratiqua chaque fois qu'il mangeait avec les gens et qu'il incarnait le Royaume de la liberté et de la communion. Normalité bénie.

Qu'arrive la normalité qui facilite la vie. La vie de tous. Pas la "nouvelle normalité" à laquelle on fit appel pour la première fois dans la crise de 2008, et regardez ce qui se fit : on sauva les Banques, et on condamna les gens. Pas la vieille normalité des uns au détriment des autres, la violente inégalité établie comme norme, l'iniquité imposée comme loi sociale, comme désordre mondial. Pas la normalité de la spoliation

des forêts, et de l'extermination de ses peuples, l'Amazonie en tête, pour le bénéfice des industries minières, pétrolières et des monocultures extensives (les forêts sont, comme on le sait, l'habitat « normal » d'une infinité de virus et de microorganismes : nous les avons expulsés de leur milieu et nous leur avons ouvert la voie jusqu'à nos macro-villes, tout cela pour un bénéfice économique immédiat que nous perdrons vite avec des augmentations en combattant virus et pandémies ; étrange intelligence de l'Homo Sapiens).

Pas la normalité de la croissance insoutenable, de la production maximum, du gain majeur, du gaspillage consumériste. Et de son corollaire : les neuf autres pandémies – en plus de celle du Covid-19- dont on ne parle plus et qu'a signalées récemment la Commission pour le Futur Humain de l'Université Nationale Australienne : **le manque d'eau, l'effondrement de l'écosystème, l'augmentation incontrôlée de la population, l'insécurité alimentaire, la contamination chimique, les armes nucléaires, le réchauffement global et le changement climatique induit par l'être humain, le développement de puissantes technologies sans contrôle, l'incapacité nationale et globale pour comprendre et pour agir préventivement sur les risques.**

Pas la normalité de cette civilisation fondée sur la déprédation, la précipitation et la compétition (nous l'avons là : le monde s'est arrêté, mais pas la Bourse, et les laboratoires pharmaceutiques se font concurrence fermement pour arriver premiers au vaccin et faire fortune grâce à la pandémie.) Pas la normalité d'une cosmovision anthropocentrique étroite, consolidée par les grands monothéismes, selon laquelle l'être humain est le centre de la création ou le sens et la flèche de l'évolution et tout doit servir au profit de notre espèce (les virus existent-ils pour le bien humain par hasard ?) Pas la normalité dirigée par « nos démons internes, notre propre haine, cupidité et ignorance » (Noah Yuval Harari), la mère de toutes les pandémies.

À vrai dire, je ne suis pas optimiste, mais l'espérance n'a jamais été une question d'optimisme, mais d'engagement inspiré, joyeux malgré tout. Nous vivons une heure, grave, peut-être l'heure la plus grave de toute l'histoire de l'espèce humaine. **Ou nous mettons les bases d'une nouvelle normalité basée sur la compassion et la solidarité, ou il ne faudra même pas que ce virus ou un autre en finisse avec nous, car nous en finirons les uns avec les autres**.

Réfléchissons. Réfléchissez, députées et députés de tous les partis qui légifèrent au nom des citoyens, et laissez de côté, si vous tenez à quelque chose, les querelles et mensonges indignes des gens que vous dites représenter. Réfléchissez, mandataires de la planète.

Nous vous le demandons pour le pain quotidien de tant de familles, pour l'avenir de nos jeunes, pour le futur commun de la terre. Nous vous le demandons pour la mémoire des personnes aimées qui sont parties si seules, sans un dernier mot, sans une dernière caresse, en laissant tant de deuil difficile. Leur souffle se fit un avec le Souffle Universel éternel. Ils reposent en paix.

Que leur paix éternelle soigne notre mémoire et nous délivre de nos peurs et de nos ambitions, pour que la vie humaine, beaucoup plus humaine que jusqu'à aujourd'hui, continue sur cette terre sacrée. Que les Béatitudes (la solidarité avec les pauvres, la soif de justice, l'honnêteté, la miséricorde, la paix, la mansuétude) du prophète Jésus et de tous les prophètes, avec la religion ou sans elle, inspirent une nouvelle normalité, pour une nouvelle communauté mondiale. Que la vie humaine – humus et souffle – mérite ce nom et que nous faisions vrai ce que dit le poète allemand : où croît le danger ce qui sauve augmente aussi.

José ARREGI

https://www.religiondigital.org/elblogdejosearregi/Coronavirus-Politica-Eucaristia_7_2230346963.html
Traduit de l'espagnol par Dominique Pontier

" En ce temps de désespérance résultant du déficit des relations lié à la crise du covid, aux récriminations de certains catholiques en l'absence de culte, NSAE (Nous Sommes Aussi l'Eglise) nous apporte une respiration : il est nécessaire de lire d'autres points de vue afin de rompre avec les enfermements et les emprises en tous genres. Une conscience libre doit pouvoir en effet, se nourrir de multiples façons pour orienter son jugement. Les envois de l'association NSAE nous permettent d'envisager d'autres voies possibles pour cette Eglise en perte de vitesse parce qu'elle refuse de déconstruire le cléricalisme des clercs mais aussi des laïcs dont le pape François affirme lui même qu'il gangrène l'Institution, refuse de donner aux femmes la place qu'elles méritent parce que depuis les premiers siècles elles transmettent une foi vivante, refuse de voir la réalité privilégiant l'autoritarisme malgré les inadaptations flagrantes à un monde en mutation, à la réflexion démocratique incluant toutes les bonnes volontés dans un dialogue stimulant...

> > Alors que de nombreuses voix s'élèvent dans le monde entier pour dire que "l'APRES" ne sera en rien comme avant, NSAE reste une force de proposition, une vision fraîche pour une Eglise du renouveau..."

Annick Guillou - Bordeaux

Monsieur le Président de la Conférence des Évêques de France et tous nos frères évêques,

En tant que catholiques, mon mari et moi ne comprenons pas votre dernière prise de position qui nous irrite au plus haut point et nous ne sommes pas les seuls.

En effet, alors que tous les autres cultes respectent les mesures gouvernementales et font montre d'une patience civique, vous vous singularisez en exigeant un traitement de faveur ! Cette impatience est tout à fait incompréhensible et malvenue face à la situation sanitaire gravissime de notre pays.

De plus, l'évêque de Nanterre a tenu des propos injustes et scandaleux en affirmant que *"le gouvernement agit avec une brutalité incompréhensible et fait preuve d'anticléricalisme"* propos heureusement corrigés par ceux de l'archevêque de Reims, plus sages, plus respectueux des pouvoirs publics et plus évangéliques. Le pape François lui-même a appelé à la patience et au respect des consignes sanitaires demandées par le gouvernement. On dit que les Hébreux ont attendu quarante ans dans le désert: ne pourrions-nous aujourd'hui attendre quatre semaines?

"Nous entrons dans le désert" comme l'a dit récemment à ses ouailles l'évêque de Cayenne, Emmanuel Lafont. Ne serait-ce pas le moment d'accepter l'actuel sevrage de services religieux comme une opportunité pour nous engager dans une réflexion approfondie sur notre foi chrétienne, ses implications dans le monde d'aujourd'hui ainsi que sur le fonctionnement de l'Église? Jésus est au milieu des pauvres, des précaires de tous les marginalisés, y compris dans l'Église ! Notre exigence évangélique nous demande d'être auprès d'eux, à leur service, plutôt que dans des messes virtuelles, des encensements, des neuvaines, des bénédictions et des ostensoirs.

Thérèse de Lisieux nous l'avait déjà dit: *"Quand on peut avoir les sacrements, c'est bien, quand on ne peut pas les avoir, c'est bien aussi".* Et le pape François invite l'Église à être un hôpital de campagne et à œuvrer dans les périphéries.
Nous vous saluons fraternellement

Paul et Anne-Marie HERMET – NSAE 15